MASTER
NEGATIVE
NO. 93-81222-13

MICROFILMED 1993

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES/NEW YORK

as part of the
"Foundations of Western Civilization Preservation Project"

Funded by the
NATIONAL ENDOWMENT FOR THE HUMANITIES

Reproductions may not be made without permission from
Columbia University Library

COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States - Title 17, United States Code - concerns the making of photocopies or other reproductions of copyrighted material.

Under certain conditions specified in the law, libraries and archives are authorized to furnish a photocopy or other reproduction. One of these specified conditions is that the photocopy or other reproduction is not to be "used for any purpose other than private study, scholarship, or research." If a user makes a request for, or later uses, a photocopy or reproduction for purposes in excess of "fair use," that user may be liable for copyright infringement.

This institution reserves the right to refuse to accept a copy order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

AUTHOR:

VOGELI, HANS HEINRICH

TITLE:

URKUNDLICHES UBER DAS FRANZ.-SCHWEIZ....

PLACE:

ZURICH

DATE:

1861

Master Negative #

93-81222-13

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DEPARTMENT

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

Original Material as Filmed - Existing Bibliographic Record

944
Z8
Vögeli, Hans Heinrich Dissertation
Urkundliches über das franz-schweiz defensiv-bündniss von 1777
Zürich 1861 pt 1

Restrictions on Use:

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 13x
IMAGE PLACEMENT: IA IIA IB IIB
DATE FILMED: 3-29-93 INITIALS MGY
FILMED BY: RESEARCH PUBLICATIONS, INC WOODBRIDGE, CT

AIIM

Association for Information and Image Management

1100 Wayne Avenue, Suite 1100
Silver Spring, Maryland 20910

301/587-8202

Centimeter

Inches

MANUFACTURED TO AIIM STANDARDS
BY APPLIED IMAGE, INC.

944
117
Z8

PROGRAMM

der

Kantonsschule in Zürich

1861.

Inhalt.

Urkundliches über das franz.-schweiz. Defensivbündniss von 1777. I. Abth.
Von Prof. Dr. Hans Heinrich Vögeli.
Unterrichtsplan.
Chronik und Statistik des Schuljahres 1860—61.
Biographische Skizzen: Dr. Ed. Schweizer und Albert Brenner.

ZÜRICH.

Druck von Zürcher und Furrer.

1861.

Urkundliches

zur

Geschichte des Defensiv-Bündnisses von Frankreich mit der Schweiz 1777.

(Briefe von Ludwig XVI., Friedrich dem Grossen u. s. w.)

I.

A nos très chers, grans amis, Alliés, et Confédérés, les Avoyers, Landammes et Conseils des louables états catholiques, de Lucerne, Uri, Underwald, le haut et le bas, Zug, Glaris, Eribourg, Soleure, Appenzell, la République du Valais et l'Abbé de St. Gall.

d. d. 22. Mai 1775.

Louis par la grâce de Dieu Roi de France et de Navarre.

Très chers grans Amis, Alliés et Confédérés!

Nous avons reçu avec d'autant plus de sensibilité et de satisfaction les assurances de Zèle et d'attachement contenues dans Vôtre lettre du 28 Nov. dernier*) que dans des gouvernements aussi sages que ceux de Vos Républiques, elles ne sont sans doute, que l'expression d'un sentiment, consolidé par l'expérience de plusieurs siècles, et que Nous voyons Vos esprits disposés, à recevoir les expressions de la confiance que Nous désirons de Vous inspirer. Vôtre constance dans ces sentimens formera en effet la base solide et permanente d'une union, que rien ne pourra ébranler, elle Vous donnera droit à la même affection et à la même bienveuillance, que les Rois, Nos prédécesseurs, ont fait ressentir à Vos ancêtres. La prospérité du corps Helvétique est la seule utilité que Nous prétendons retirer de Nos liaisons avec lui, et Nôtre amitié ne se proposera d'autre but que d'affermir les fondemens de Vôtre félicité intérieure, ainsi que de Vôtre sécurité extérieure.

C'est sur ces principes invariables et dénués de tout retour sur Nôtre intérêt propre, que se fondent les dispositions, où Nous sommes, d'agréer les ouvertures, que Vous Nous avés faites, de renouveller Nôtre amitié sur la base des traités, subsistans en Nôtre couronne et Vos républiques. Mais en accédant à Vôtre proposition Nous Vous invitons, à considérer ce que l'esprit et la lettre

---

*) 1774, in welchem Jahre der zwanzigjährige Ludwig XVI. den Thron von Frankreich bestieg.

des traités et le but primitif des liaisons de Nôtre couronne avec Vous, peuvent exiger de Nous dans les conjonctures actuelles. —

Deux objets importants de délibération Nous sont en effet indiqués par les articles premier et trois de 1715:

1º Le vœu de la réunion Helvétique dans une seule et même alliance.

2º Le changement que le laps de temps et autres conjonctures peuvent rendre nécessaires.

Quant au premier de ces points, très Chers, Grans Amis Alliés et Confédérés! Vôtre sagesse Nous est trop connue, pour douter, que Vous n'envisagiés dans cette réunion un accroissement de forces, de gloire et de considération pour le Corps Helvétique et que Vous ne pensiés comme en 1715, que cette alliance étant également glorieuse à tous les Cantons, et absolument nécessaire pour le maintien de la République, il est convenable, d'inviter tout le Corps Helvétique, à accéder à l'alliance, que Nous sommes disposés à renouveller. Nôtre amitié confédérale Vous garantit Nôtre disposition, à concourrir à une œuvre aussi salutaire.

Quant au second point, on a prévû dès 1715 que les changements, qui surviendraient dans les choses et dans les esprits, pourraient exiger d'autres conventions; que l'expérience pourrait éclairer sur l'insuffisance de quelques anciennes clauses et sur l'utilité de quelques nouvelles stipulations; que des obscurités ou des ambiguités pourraient exiger des explications plus précises, lesquelles, en prévenant toute interprétation arbitraire, garantiraient la confiance mutuelle de toute atteinte.

C'est dans cet esprit, Très Chers, Grans Amis, Alliés et Confédérés! que Nous Vous proposons, — d'examiner préablement avec la maturité, qui Vous est propre, les articles des traités, à renouveller, et les démarches à faire, pour y parvenir de la manière la plus analogue au but primitif de Nos liaisons, à la gloire et à la tranquillité de tout le Corps Helvétique et conforme au plus grand avantage commun. Nous Nous proposons de Nôtre côté, de n'y faire influer Nôtre puissance, que par la bienfaisance, qui caractérise Nôtre façon de penser; et — quant aux accessoires de l'alliance, Nous pensons, qu'ils doivent être réglés d'une manière équitable, en rendant réciproque et égale la condition des deux Nations, qui sont déjà si essentiellement unies par le voisinage, et par l'identité des vues et des principes des Souverains respectifs.

Nous Nous flattons, Très Chers, Grans Amis, Alliés et Confédérés, d'après les sentimens, que Nous Vous connaissons, et d'après les assurances, que Vôtre lettre du 28 Novembre contient, que Vous ne pouvés manquer, de bien accueillir les considérations, que Nous venons de Vous présenter, puisqu'elles n'ont d'autre mobile, que Nôtre sollicitude pour Vôtre gloire et pour Vôtre prospérité, et Nôtre désir constant, de traiter Vôtre Nation avec toute la faveur et toute la distinctibn, qu'Elle mérite, etc.

Ecrit à Versailles, le 22 Mai 1775.

Signé: **LOUIS.**

GRAVIER DE VERGENNES.

II.

An Zürich, als eidgenössischen Vorort, zu Handen gesammter L. Eidgenossenschaft.

A Versailles, le 28 Janvier 1776.

Magnifiques Seigneurs!

Les expressions de la lettre, dont Vous m'avés honoré, en me communiquant celle que Vous avés écrite à Vos louables Co-Etats Catholiques, excitent toute ma sensibilité et ma reconnoissance. La confiance, que Vous voulés bien me témoigner, en m'instruisant confidentiellement de Vos sentimens, relativement au projet d'une alliance générale du Corps Helvétique avec le Roi, mon Maître, me semble le gage des dispositions, que Vous apporterés à une négociation aussi importante, dans laquelle Sa Majesté ne se propose point d'autre but que de contribuer de plus en plus à la tranquillité et à la prospérité du Corps Helvétique. Sa lettre aux louables Cantons Catholiques, du 22 May dernier, Vous en a déjà instruits et je vois avec plaisir que les termes de cette lettre ont excité Vôtre confiance et Vôtre reconnoissance. Lorsque les louables Cantons Catholiques auront communiqué formellement au Roi les résolutions dont Vous les avés rendu dépositaires, je ne manquerai pas de faire valoir auprès de Sa Majesté les sentimens et le désir, que Vous avés bien voulu me confier particulièrement sur cette (affaire) matière. Je puis Vous répondre d'avance, — Magnifiques Seigneurs! de l'opinion, qu'Elle a de Vos lumières, de la sagesse, qui préside à Vos conseils, et de Vôtre confiance — dans Ses dispositions vraiement amicales pour le Corps Helvétique, et je ne doute pas qu'une connoissance plus précise de Vos intentions et de Vôtre façon de penser, ne l'engage à faire sans délai tout ce qui dépendra d'Elle, pour examiner et discuter amiablement et de concert, entre toutes les Parties intéressées, les stipulations, les plus propres, à assurer la tranquillité et la prospérité du Corps Helvétique, ainsi qu'à cimenter pour toujours son union avec la couronne de la France. Vous me trouverés, Magnifiques Seigneurs! on ne peut pas plus empressé, de concourir de toutes mes forces à la prompte et solide confection d'un ouvrage aussi salutaire, et j'espère, Vous montrer dans le cours de la négociation, à quel point je suis jaloux, de justifier et de conserver l'estime et la confiance, dont Vous m'avés déjà donné des marques si flatteuses.

Je suis très parfaitement,

Magnifiques Seigneurs!

Vôtre très humble et très affectionné Serviteur

DE VERGENNES.

III.

A — *Schreiben des Grafen von Vergennes an Zürich, vom 3. April* 1776.

A Versailles, le 3 Avril 1776.

Magnifiques Seigneurs!

Les Etats Catholiques viennent de communiquer formellement au Roy la réponse que Vous leur avés adressée, et dont Vous aviés bien voulu me faire part. Sa Majesté a vu avec une satisfaction infinie, que tous les Etats du Corps Helvétique se réunissent dans le vœu d'une alliance générale avec Sa couronne. Les louables Etats Catholiques, ayant en même temps invité Sa Majesté à Leur faire des ouvertures ultérieures sur cet important ouvrage, Elle a bien voulu faire rédiger et Leur adresser un projet d'articles, contenant les stipulations, qui Lui ont paru les plus propres, à remplir les vuës aussi nobles et aussi sages, que désintéressées, qui sont énoncées dans Sa lettre du 22 May dernier et qui semblent avoir été accueillies par tous les Etats Helvétiques avec applaudissement et reconnoissance. Sa Majesté y fait joindre quelques notes indicatives des objets nécessaires, qu'Elle présume, que le Corps Helvétique ou quelques-uns de ses membres pourront désirer de faire regler.

Le Roy m'a authorisé, Magnifiques Seigneurs, par un juste retour à la confiance, dont Vous m'avés honoré, à Vous adresser une copie de ce projet et de ces notes. Je ne doute pas, que le Corps Helvétique ne reconnoisse dans tout ce plan les effets les plus sensibles de l'affection du Roy et du désir sincère, qu'Il a, de contribuer de la manière la plus invariable et la plus généreuse à son bonheur, à sa sûreté et à sa prospérité. Les sentiments, que Vous avés si bien exprimés dans Vos différentes lettres, sont trop analogues à ce vœu et trop conformes à la façon de penser du Roy, pour ne pas croire que Vous Vous réunirés aux autres Etats du Corps Helvétique, pour mettre de concert la main à une œuvre aussi salutaire.

Je suis personnellement très flatté, Magnifiques Seigneurs! de la confiance, que Vous avés bien voulu me témoigner. Vous rendés justice à mes sentimens, en comptant sur mon empressement, pour coopérer, à rendre indissoluble une union, fondée sur des principes d'équité, d'amitié et sur les intérêts les plus solides. Je regarderai la conclusion d'une alliance générale, comme une époque glorieuse pour mon Ministère, et ce sentiment et mon zèle pour l'exécution des intentions du Roy Vous sont garants du désir, que j'ai, de voir consommer l'Alliance générale, dont Vous avés manifesté le vœu.

Je suis très parfaitement,

Magnifiques Seigneurs!

Vôtre très humble et très affectionné Serviteur

DE VERGENNES.

B. — *Entwurff einer zu errichtenden Französischen Bündtnuss.*

Projet d'Alliance entre la Couronne de France et le Corps Helvétique.

ARTICLE Ier.

La paix perpétuelle, concluë en l'année 1516 avec le Roy François Ier de glorieuse mémoire, et les Louables Cantons, devant être regardée, comme le fondement prétieux de l'amitié, qui a subsisté si heureusement depuis entre la couronne de France et la Ligue Helvétique, ainsi que des Traités d'Alliance, qui ont été conclus en différens temps par la dite Couronne, soit avec le Corps Helvétique, soit avec plusieurs Cantons, le dit Traité sert également de baze à la présente alliance permanente et perpétuelle, et ses stipulations seront rappelées dans le présent Traité, autant qu'elles seront trouvées conformes à l'état actuel des choses, et aux intentions des Parties contractantes.

ARTICLE II.

Tous les Cantons composant le Corps Helvétique participeront à la présente alliance, ainsi que ceux d'entre leurs Alliés, que l'on conviendra respectivement d'inviter, à y prendre part et qui le désireront.

ARTICLE III.

Le Roy et les Cantons Helvétiques réciproquement animés du désir le plus sincère, de renouveller et de reserrer les liens de l'union, qui a constantement régné entr'eux depuis plusieurs siècles, et dont l'expérience leur a démontré la convénience et l'utilité, et voulans faire servir cette union au bien et à l'avantage commun de leurs Etats respectifs, ils contractent par le présent Traité une véritable amitié et une sincère alliance purement défensive, et s'engagent à se comporter mutuellement, comme de bons et fidèles Alliés, en avançant de tout leur pouvoir leurs avantages réciproques et détournant tout ce qui pourroit leur nuire, promettant de s'entreaider de leurs bons offices et de se réunir pour le repos, la défense et la conservation de leurs Personnes, Royaumes, Etats, Pays, Droits, Honneurs, Seigneuries et Sujets qu'ils possèdent présentement en Europe, en se donnant à cet effet les secours, qui seront déterminés par le présent Traité.

ARTICLE IV.

En conséquence de l'Union, stipulée par l'Article précédent, et le Roy ayant le désir le plus sincère, que le Corps Helvétique conserve son état actuel de Souveraineté absoluë et de parfaite indépendance, comme de concourir constamment, à empêcher, qu'il ne soit porté aucune atteinte à la liberté et à la sûreté du Corps Helvétique en général et de tous les Etats qui le composent en particulier, Sa Majesté promet et s'engage pour le présent et pour toujours, de faire ses efforts, pour prévenir et détourner par ses bons offices les entreprises qu'on pourroit faire contre le Corps Helvétique, et qu'au cas, que le dit Corps ou quelques-uns des Etats et Républiques, qui le composent, fussent attaqués par quelque Puissance étrangère, Sa Majesté les aidera de ses forces et les défendra à ses frais contre toute aggression hostile de leur part, selon que la nécessité la demandera, néanmoins dans le cas seulement, où Sa Majesté en sera requise.

ARTICLE V.

Réciproquement et au cas, que les Etats du Roy en Europe fussent envahis ou attaqués, et que Sa Majesté jugeât avoir besoin pour sa défense d'un plus grand nombre de trouppes Suisses auxiliaires, qu'Elle n'en aura alors à sa solde régulière et que celui qui a été déterminé par les diverses Capitulations, actuellement subsistantes, les Louables Cantons promettent et s'engagent de se prêter à ces circonstances et de permettre de nouvelles levées dans leurs Etats, de préférence à toutes autres nouvelles levées étrangères, et à la première réquisition qui leur en sera faite par Sa Majesté, sous la seule réserve du cas, porté dans l'article 4 de la paix perpétuelle de 1516, où le Corps Helvétique, étant lui-même en guerre dans ses propres Etats, serait dans l'inpuissance de satisfaire au présent engagement. Cette augmentation extraordinaire des trouppes Suisses, qui seront en France, ne pourra excéder de plus de six mille hommes, la totalité de celles qui seraient dans ce moment à la solde de la Couronne, Sa Majesté laissant aux Louables Cantons le soin, de déterminer entre eux la proportion, que chacun aura à fournir dans la susdite augmentation.

ARTICLE VI.

Le Roy et les Louables Cantons regardent comme une suite et un effet nécessaire de leur union, l'engagement, qu'ils renouvellent de ne pas souffrir, que leurs ennemis et adversaires respectifs s'établissent et demeurent dans leur pays, terres et Seigneuries, pour y pratiquer des intrigues dangereuses et y troubler la paix, et de ne leur accorder aucun passage par leur dit pays, pour aller attaquer ou molester l'autre Allié, promettans réciproquement, de s'y opposer à main armée, si la circonstance le requiert.

ARTICLE VII.

Les Parties Contractantes voulant assurer à perpétuité l'effet de ces engagemens, et consolider à jamais les liaisons, qu'elles contractent et les avantages, qui doivent résulter pour les Etats respectifs de la permanence d'une parfaite intelligence, et voulant garantir un ouvrage aussi salutaire de toute attente, elles sont convenuës expressément, que la présente alliance serait perpétuelle et indéfinie, Sa Majesté entendant respectivement la renouveller ou la contracter, tant pour Elle que pour ses successeurs au trône, à condition néanmoins, que à chaque changement de règne les Roys Très Chrétiens qui se succéderont, ainsi que les Cantons et Etats qui participeront à la présente alliance, la ratifieront dans tous les points, ou y apporteront de concert les changemens, que le laps de tems pourra rendre nécessaires.

ARTICLE VIII.

Sa Majesté et les Louables Cantons en général et en particulier déclarent de la manière la plus expresse, qu'il ne leur sera pas permis, de se désister de la présente Alliance : Promettant réciproquement à cet effet de ne faire aucunes Capitulations, Traités ou Conventions quelconques avec d'autres Puissances, qui pourraient y porter atteinte, ou conduire l'une ou l'autre partie, à l'abandonner, sans prétendre néanmoins déroger ici en aucune manière aux Traités, antérieurement subsistans entre les Parties Contractantes avec diverses Puissances.

ARTICLE IX.

Si l'une ou l'autre des Parties Contractantes entrait en guerre, ou y prenait part avec quelques autres Puissances, en exécution de la présente alliance Sa Majesté et le Corps Helvétique ne pourront faire la paix avec leurs ennemis à l'insçu de l'autre Allié, et sans se comprendre réciproquement dans le Traité de pacification ou la trêve qui pourroit se conclure. Il sera néanmoins laissé à la liberté et au choix des Parties, d'être comprises dans le dit Traité de paix ou de trêve, ou de s'en abstenir.

ARTICLE X.

Le Roy et les Louables Cantons déclarent, que la présente Alliance, n'ayant d'autre but que la sûreté et la tranquillité des Etats respectifs, il dépendra du Corps Helvétique général et de chacun de ses membres en particulier, de conclure avec Sa Majesté au sujet de l'entretien des Régimens Suisses, qui sont actuellement à sa solde, de telles conventions qui pourront réciproquement convenir, et ces conventions seront l'objet de Capitulations militaires, qui seront indépendantes du présent Traité. Les deux Parties déclarent au surplus, qu'elles entendent exécuter les Capitulations, actuellement existantes, selon leur forme et teneur.

ARTICLE XI.

Sa Majesté et le Corps Helvétique s'engagent, de ne pas prendre en leur protection les sujets respectifs, qui fuiraient pour crimes reconnues ou qui seraient bannis de l'une ou de l'autre domination pour forfaiture ou délits qualifiés, se promettant au contraire mutuellement, d'apporter tous leurs soins, et de faire leurs diligences, pour les repousser et chasser suivant le contenu de la paix perpétuelle, et comme doivent en user de bons et fidèles Alliés.

ARTICLE XII.

Comme il peut arriver fréquemment, que les sujets de Sa Majesté et ceux du Corps Helvétique contractent des mariages, fassent des acquisitions ou se lient par des sociétés, obligations ou contracts quelconques, dont il peut rèsulter des contestations ou des procès, il est convenu, que toutes les fois, que des particuliers des deux nations auront entre eux quelques affaires litigieuses, qui ne pourront se terminer à l'amiable et sans la voye des tribunaux, le demandeur sera obligé de poursuivre son action par-devant les juges naturels du défendeur, à moins que les parties plaidantes ne fussent présentées dans le même lieu, ou ne fussent convenuës de juges par-devant lesquels elles se seraient engagées, de discuter leur difficultés, le Roy et le Corps Helvétique s'engageant réciproquement, à faire rendre bonne et briève justice à celui et à ceux des deux nations qui réclameront dans ce cas-là le secours de l'autorité, bien entendu néanmoins, que ces dispositions seront censées ne concerner que les causes purement personnelles, et que les causes réelles seront portées par-devant le juge territorial, comme aussi que la nature et le caractère de chaque action seront déterminées par les règles, établies dans le lieu de la situation des biens.

ARTICLE XIII.

Par une suite du même désir qu'ont les Parties Contractantes, d'entretenir entre elles la plus parfaite correspondance, et de la faire servir au bien et à l'avantage des peuples des deux dominations, elles sont convenuës, que les jugements définitifs, rendus par des tribunaux souverains, seront exécutés réciproquement selon leur forme et teneur dans les Etats de Sa Majesté, et dans ceux du Corps Helvétique, comme s'ils avaient été rendus dans le pays, où se trouvera après le dit jugement la personne condamnée, de manière qu'un banqueroutier fraudouleux ne pourra trouver d'asyle en Suisse, pour tromper ses créanciers, qu'il pourra au contraire y être poursuivi et saisi, et le jugement, rendu contre lui, être pleinement exécutoire. La même procédure devant avoir lieu en pareils cas contre un Suisse; Et pour prévenir toute interprétation, ainsi que tout ce qui pourroit affaiblir le contenu du présent article, on s'engage de part et d'autre, à s'en rapporter à la simple déclaration, qui sera faite par le Souverain, dans le ressort duquel le jugement aura été rendu, pour en expliquer la nature, à fin qu'en suite il soit procédé exactement à son exécution, comme a été dit ci-dessus.

ARTICLE XIV.

Pour les mêmes vuës du bien public et d'une convenance commune aux deux Parties, il a été reglé aussi que, si des Criminels d'Etats, des assassins ou autres personnes, reconnuës coupables de délits publics et majeurs et déclarées telles par leurs Souverains respectifs, cherchaient à se réfugier dans les Etats de l'autre nation, Sa Majesté et les Louables Cantons promettent, de les remettre de bonne foi et à la première réquisition, et s'il arrivait aussi, que des voleurs se réfugiassent en Suisse, ou en France, avec des choses volées, on les saisira, pour en procurer de bonne foi la restitution, et si les dits voleurs étaient domestiques, ou voleurs de grans chemins, on livrera à la première réquisition leurs personnes, pour être punies sur les lieux, où les vols se seront commis.

Et d'autant que l'alliance avec la couronne de France est la plus ancienne, qu'ait euë le Corps Helvétique, qui a toujours à cœur, de la conserver, les Louables Cantons déclarent, qu'elle est et sera toujours purement et expressément réservée dans les traités, qu'ils ont avec d'autres Princes et Etats, ou qu'ils pourront conclure par la suite. Sa Majesté et les Louables Cantons rappellent encore ici la paix perpétuelle de 1516, comme ayant été la base essentielle et invariable des traités subséquens, et désirant, qu'elle serve encore de fondement à la présente alliance.

Et si aucuns des Réservés en l'Article 8 des deux Parties voulaient envahir, molester, endommager par guerre ou autrement, directement ou indirectement, l'une ou l'autre Partie dans les Royaumes, Etats, Pays, Duchés, Principautés, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres et Sujets, qu'elle tient, possède et a droit, tiendra, possédera et aura droit, lors, l'autre Partie, sans égard et sans considération, donnera aide et secours à Partie envahie, molestée, ou assaillie contre les aggresseurs, molestans ou assaillans, quels qu'ils soyent, ainsi que dessus est déclaré.

Si par la suite des temps on reconnaissait, que quelques articles du présent traité demandent quelque éclaircissement, il est expressément convenu, que, pour prévenir toute interprétation arbitraire, on se concertera amiablement à cet égard, et on ne fixera le sens des dits articles que d'un commun accord des Parties Contractantes.

Annotationen über besondere Artikul.

ARTICLE CONCERNANT LES PRIVILÈGES.

Comme il s'est élevé des difficultés, concernant le traitement, que doivent éprouver les Sujets des deux Parties, en s'établissant dans les Etats respectifs, par rapport à leur commerce, aux arts et métiers, qu'ils peuvent exercer, aux droits et aux impositions, qu'ils ont à payer, etc. le Roy est persuadé, que le louable Corps Helvétique aura le même désir, que Lui, de fixer amiablement et d'un commun accord les règles, qui doivent être mutuellement observées à cet égard. La réciprocité et l'utilité commune devant faire la base des arrangemens de cette nature, Sa Majesté croit, devoir laisser au Corps Helvétique le choix entre les deux principes suivans, savoir, 1º d'attribuer aux Citoyens et Sujets Helvétiques en France et aux Sujets Français en Suisse, l'assimilation aux habitans naturels du Pays, où ils s'établiront respectivement, et de les traiter, comme Regnicoles, ou 2º de faire jouir les Suisses en France, et *viceversa*, du traitement accordé à la nation étrangère la plus favorisée.

Le Corps Helvétique pourra traiter cette matière avec le Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté, et lui faire part du choix, qu'il croira, devoir faire dans cette alternative, ainsi que des observations, dont il la croira susceptible.

ARTICLE CONCERNANT LES SELS.

Le Roy, voulant donner au Corps Helvétique toutes les preuves possibles de Son amitié et de Sa bienveuillance, est disposé, à accueillir favorablement les désirs, qu'il pourrait Lui témoigner relativement à la fourniture des sels dans l'esprit de l'article 17 de l'Alliance de 1521, de l'article 17 de l'Alliance de 1663, en confirmant d'ailleurs l'exécution des traités et actes, subsistans avec les fermiers généraux, selon leur forme et teneur.

ARTICLE CONCERNANT LE DROIT D'AUBAINE.

Comme il subsiste entre la France et les différens membres du Corps Helvétique des engagemens, relatifs à l'exemption du droit d'aubaine, et à différentes matières, qui y sont relatives, on se concertera pendant le cours de la négotiation sur l'utilité ou la nécessité, de confirmer, de rappeler, ou de refondre ces différens arrangemens, du consentement mutuel, et pour l'avantage réciproque.

C. — *Begleitschreiben des Königl. Französ. Bevollmächtigten Herrn Ministri, wodurch das Schreiben seines Herrn Bruders, des Herrn Grafen von Vergennes übermachet wird.*

d. d. 4. April 1776.

A VERSAILLES, le 4 Avril 1776.

Magnifiques Seigneurs!

J'ai l'honneur, de Vous faire passer la réponse de mon frère à la lettre, que Vous avés bien voulu lui écrire, pour lui faire part de celle, que Vous avés adressée aux Etats catholiques. Elle

Vous fera connaître, combien Sa Majesté a été satisfaite, en voyant, que les vuës, aussi nobles que désintéressées, ont excité Vôtre confiance, et qu'elles Vous ont porté, à désirer, d'être unis à Sa Couronne par le nœud d'une alliance générale. Elle a cru, ne pouvoir mieux répondre à ces dispositions unanimes, si favorables à l'inclination, qu'Elle a, d'assurer, autant qu'il est en Elle, le bonheur et la prospérité du Corps Helvétique, qu'en faisant rédiger et adresser au Corps Catholique un projet d'articles, propre, à remplir ce but, et dont Vous trouverés la copie ci-jointe, ainsi que mon frère a eu l'honneur, de Vous l'annoncer dans sa lettre. Vous verrés par la lecture de cette pièce, Magnifiques Seigneurs, que Sa Majesté n'y a choisi que Sa générosité pour guide, et qu'Elle n'a consulté que Son affection pour le Corps Helvétique dans les stipulations, où la dignité des Souverains n'exige pas la réciprocité. Elle a aussi voulu prévenir Vos désirs sur différens accessoires, indépendans des articles, qui constituent proprement l'Alliance; c'est là l'objet des différentes notes, qui se trouvent jointes au projet d'articles. Sa Majesté attend de Vos Louables Etats, à qui Elle a toujours porté une bienveuillance particulière, qu'ils apporteront dans l'examen de cette matière importante les dispositions, dont ils ont donné plus d'une preuve, et qui assureront l'heureuse issuë d'un ouvrage, destiné à l'avancement de l'utilité commune et réciproque. Je me félicite, Magnifiques Seigneurs, d'avoir, dans ces circonstances, à Vous donner des preuves de mon zêle et de mon empressement, à seconder les vuës, qui peuvent contribuer à la prospérité du Corps Helvétique. Je me livre avec autant plus de confiance à l'espoir d'un succès favorable, que Vous avés déjà rendu justice à la pureté des vuës de Sa Majesté, et à Ses soins pour tout ce qui peut intéresser Sa gloire et Ses avantages, et que cet aveu est sans doute le gage de Vôtre attention, à correspondre à la générosité de Ses procédés, et à concourir, par une conduite, analogue aux sentimens, que Vous venés, de témoigner pour une union étroite avec Sa Couronne, à l'exécution d'un projet, que Son amitié et Son affection pour le Corps Helvétique L'ont engagé, d'adopter. Pour ce qui me regarde personnellement, Magnifiques Seigneurs, je me conformerai avec une vraïe satisfaction aux intentions du Roy, lorsqu'il s'élèvera quelque obscurité, en donnant aux Etats, qui le désireront, les éclaircissemens et les explications, propres, à faire apprécier les vuës et les énonciations du projet, en recevant et en discutant amiablement les observations, dont on le croira susceptible. Je crois avoir mérité par mes sentimens et par ma conduite Vôtre confiance, Magnifiques Seigneurs, et j'espère, que Vous me mettrés à portée, de la justifier dans cette circonstance. Vous me trouverés prêt, à prendre de concert avec Vous tous les arrangemens relatifs aux formes, que la Constitution de Vos Républiques pourra exiger dans le cours de cette négotiation, et à concourir avec Vous, à accélérer et à assurer le succès de cet important ouvrage.

J'ai l'honneur, d'être avec un respectueux attachement,

Magnifiques Seigneurs,

Vôtre très humble et très obéissant Serviteur

LE P. DE VERGENNES.

D. — *Begleitschreiben des Königl, Französischen Ambassade-Secretarii in Solothurn, wodurch die beyden Schreiben der Herren Grafen v. Vergennes und des Französ. Bevollmächtigten Herren Ministers v. Vergennes übermacht werden.*

d. d. 12. April 1776.

Magnifiques et Puissans Seigneurs!

J'ai reçu hier au soir un paquet de M. le Président de Vergennes pour le louable Corps Evangélique. Souffrés, que je Vous adresse ce paquet, et que je Vous prie, de vouloir bien en transmettre le contenu aux louables Etats Evangéliques, Vos Co-Alliés. Vous trouverés dans ce paquet, Magnifiques et Puissans Seigneurs! un projet des articles ou stipulations, que Nôtre cour a fait rédiger sur les objets les plus intéressans pour la sûreté, la tranquillité et le bonheur des Etats respectifs, et qui ont paru devoir former la base du traité à conclure. Je ne doute point, Magnifiques et Puissans Seigneurs, que Vous ne reconnaissiés dans le choix et la rédaction de tous ces articles l'empreinte de cette tendre affection, que Sa Majesté Vous a manifestée dès Son avènement au thrône, et du zêle de Ses Ministres pour tout ce qui peut fortifier et cimenter de plus en plus les heureux liens, qui unissent depuis tant de siècles Vôtre Illustre Nation avec Nos Souverains. M. le Président de Vergennes ne tardera point, à se rendre à ses fonctions auprès de Vos Louables Etats; il répondra avec plaisir aux observations, que Vous jugerés à propos, de lui faire sur le projet, qu'il a l'honneur de Vous communiquer, et j'ose espérer qu'avec les bonnes dispositions, que les Souverains respectifs se sont témoignés jusqu'à présent pour la confection d'un ouvrage aussi avantageux et aussi salutaire pour les deux Nations, Nous le verrons bientôt se terminer heureusement à la satisfaction des Hautes Parties Contractantes.

J'ai l'honneur, d'être avec un profond respect et un véritable dévouement,

Magnifiques et Puissans Seigneurs!

Vôtre très humble et très obéissant Serviteur

A SOLEURE, le 12 Avril 1776.

PICAMILH DE CASENAVE.

IV.

Schreiben Ihrer Aller-Christl. Königl. Majestät an die Löbl. Cathol. Stände.

d. d. 3. April 1776.

Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre.

Très Chers, Grans Amis, Alliés et Confédérés.

La réponse que Vous avés reçuë du louable Corps Evangélique, sur le renouvellement d'une Alliance générale, Nous annonce le désir, de concourir au succès d'un ouvrage, que Nous cherchons

à rendre également avantageux à toute la Nation. Vos sentimens et Vôtre confiance ne Nous permettent pas, de douter de Vos dispositions à tendre au but désiré. Cette uniformité d'empressement et de bonnes intentions Nous a déterminés, à faire rédiger un projet de traité. Vous le trouverés ci-joint, et Nous chargeons le Comte de Vergennes, d'en adresser au même tems une copie au louable Corps Evangélique. Vous verrés, que dans la rédaction de cette pièce Nous Nous sommes principalement occupés du soin de confirmer les anciennes alliances, d'en adapter les clauses et, en ranimant l'union confédérale, de prémunir la constitution et l'indépendance du Corps Helvétique, et de chacun de ses membres, contre les atteintes qui pourraient lui être portées, et de consolider ainsi à jamais Vôtre bonheur et Vôtre gloire. Le Président de Vergennes est instruit de Nos sentimens pour la Nation en général et de Nôtre affection particulière pour Vous tous en particulier. Il Vous expliquera les clauses du traité, que Nous avons fait énoncer avec autant de clarté que de simplicité, et il traitera avec Vous les objets que Nous avons jugé devoir être examinés confidentiellement. Vous pouvés Vous concerter avec lui. Nous aimons à Nous persuader que, toute la Nation concourant uniformément à Nos vuës, on éloignera d'un commun accord toutes les difficultés, qu'on pouvoit mal-à-propos vouloir susciter à la conclusion d'une alliance prétieuse à Nôtre cœur, parce qu'elle tend à manifester Nôtre bienveuillance pour le Corps Helvétique, Nôtre attention à Vos avantages communs et particuliers, et Nôtre intention, de rendre à jamais indissoluble l'union, qui subsiste depuis si long tems entre Nôtre Couronne et Vôtre Nation, que Nous chérissons autant que Nous l'estimons. Sur ce Nous prions Dieu qu'il Vous ait, Très Chers, Grans Amis, Alliés et Confédérés. en sa sainte et digne garde.

Ecrit à Versailles, le 3 Avril 1776.

Signé: LOUIS.

GRAVIER DE VERGENNES.

Au dos.

A Nos très chers, grans Amis, Alliés et Confédérés, les Advoyers, Landammes et Conseils des louables Etats Catholiques de la Suisse, Lucerne, Vry, Schwytz, Underwalde, le haut et le bas, Zug, Glaris Catholique, Fribourg, Soleûre, Appenzell Catholique, l'Abbé de St. Galle et la République de Valais.

V. Das Chronologische.

1) *Antrag der katholischen Orte an Ludwig XVI., den Fünfzehnerbund zu erneuern,* 28. *Wintermonath* 1774.

2) *Antwort des Königs Ludwigs an dieselben (la réunion du Corps Helvétique dans une seule et même Alliance),* 21. *Mai* 1775.

3) *Mittheilung dieser Antwort von König Ludwig XVI. an den Vorort Zürich,* 25. *Oktober* 1775.

4) *Der Vorort Zürich schreibt auf den* 3. *December nach Arau eine evangelische Conferenz aus.*

Den vierten December 1775 begann in Arau die gemeinevangelische Zusammenkunft der Kantone und der zugewandten Orte. Der Abschied zeigt, dass Zürich und Bern sich über die Behandlung des Gegenstandes nicht einten; darauf erliess Bern an Zürich, den 20. December 1775, folgendes Schreiben:

Unser u. s. w.

Wir haben sogleich nach angehörter Relation Unserer, auf der Evangelischen Conferenz zu Arau gewesenen Herren Ehrengesandten, den allda errichteten Abschied, und die darinnen enthaltenen verschiedene Gedanken und Entwürfe über den zu einer allgemeinen Verbindung der Eidgenossschaft mit der Cron Frankreich an die Evangelischen Stände gelangten Antrag reiflich erdauret.

Wenn Wir nun betrachten, dass Ihro Allerchristlichsten Majestät gefallen, dero dissfählige Gesinnungen gegen samtliche Eidgenossschaft durch den Canal der Loblichen Catholischen Orten an Uns, die Evangelischen gelangen zu lassen; So halten Wir für Unser Ort noch immer dafür, die Lobl. Catholischen Orte würden mit Begründnuss übel aufnehmen können, wenn Wir Unsere vollständige Antwort darauf nicht Ihnen überschreiben, sondern sogleich an Ihro Majestät Uns wenden würden.

Diese und verschiedene andere darmit einschlagende Betrachtungen nun, die Euerer, Unser Vertrauten Lieben Alten Eidgenossen tiefen Einsicht nicht entgehen werden, und zum Theil von Unsern Herren Ehren-Gesandten zu Arau particulariter wirklich berührt worden, sind es, welche Uns abhalten, Euern, U. V. L. A. Eidgenossen, und der mehrern daselbs versammelten Evangelischen Ständen weisen Gedanken, die bei Uns stets von dem grössesten Nachdruck und Gewicht sein werden, dermahlen völlig beyzutretten.

Wir machen Uns hingegen ein wahres Vergnügen, dem Herren Grafen de Vergennes das, an die Lobl. Catholischen Orte projektirte Schreiben, das Wir für Unser Ort genehmigen, mit dem zu diesem End entworfenen, und hierbey liegendem Brief zu communicieren, so wie es im Abscheid von Uns anbegehrt worden, auf den Fall, dass Wir, dermahlen noch an Seine Majestät selbsten zu schreiben, nicht gedeylich zu sein, erachten würden.

Wir ersuchen Euch, U. V. L. A. E., hiemit freundeidgenössisch, diesen Mittelweg Euch gütigst gleichfalls gefallen, und mit Euerem, darauf sich beziehenden Entschluss, fürdersamst an die übrige Lobl. Evangel. und Zugewandte Ort gelangen zu lassen.

Die Wir indessen Euch, U. V. L. A. E., sammt Uns göttlicher Obsorge bestens empfehlen. Datum 20. December 1775.

Schultheiss, Klein und Gross Räth
der Stadt BERN.

A. Projekt.

Schreiben an des Herren Grafen von Vergennes Excellenz, Königl. Französ. Minister der auswärtigen Geschäften.

Tit.

Hier beyliegend haben Wir die Ehre, Euer Excellenz, die Antwort und freymüthige Erklärung zu übersenden, die Wir an Unsere Mit-Eidgenossen der Lobl. Catholischen Orten auf das, Uns von Ihnen mitgetheilte Königl. Schreiben, vom 22 Mai, aberlassen haben.

Wir machen Uns, von Dero aufrichtigen Zuneigung für Uns, und von dem so grossen Antheil überzeugt, den Euer Excellenz an denen gütigsten Gesinnungen haben, die Ihro Aller-Chr. Majestät für die Wohlfart der gesammten Eidgenossenschaft zu äussern geruhen, eine wahre Freude, hochdenenselben durch diese vertrauliche Communication eine offentliche Probe Unserer Hochachtung und Dankbarkeit zu geben.

Wir versprechen Uns, Euer Excellenz werde darinnen sowol Unsere lebhaften und ehrfurchtsvollen Empfindungen gegen Ihro A. Chr. Majestät als Unsere aufrichtige Freundschaft gegen Unsere Cathol. Mit-Eidgenossen, und Unsere wahren Begriffe von der wesentlichen Beschaffenheit der Anträgen, die Wir erwarten, deutlich wahrnehmen.

Die so Verehrungs-würdigen Grundsätze Euer Excellenz, die vestesten Bande einer zukünftignäheren Vereinigung des gesammten Eidgenössischen Staates mit der Crone Frankreich vorzüglich in Unserer Wolfarth, Glückseligkeit und Ansehen zu suchen, haben Ihnen allbereits ein so dankbares, als unvergessliches Angedenken bei Uns gestiftet.

Sie geben Uns auch schon zum Voraus die gewisse Hoffnung, Euer Excellenz werde sich das Interesse der ganzen Eidgenossschaft, so wie Unser, der Evangelischen Stände insbesonders, noch ferners angelegen seyn lassen, und bey Ihro Aller-Chr. Majestät stets, kräftigst unterstützen.

Nichts könnte Uns hingegen angenehmer seyn, als Euer Excellenz unzweifelhafte Proben der wahren Hochachtung zu geben, mit der Wir

u. s. w. u. s. w.

B. Projekt.

Schreiben an die Lobl. Catholischen Stände der Eidgenossschaft.

Unser u. s. w. u. s. w.

Die freund-Eidgenössische Mittheilung des, Euch, U. V. L. A. Eidgenossen, von Ihro Aller-Christl. Majestät übersendten und für die ganze Eidgenossschaft so erfreulichen Schreibens, vom 22. Mai letzthin, ist Uns wiedermahlen eine unschätzbare Probe Euer, U. G. L. A. E., gegen Uns tragenden Bundts-mässigen Freundschaft, die Wir mit gebührender Dankbarkeit empfinden.

In diesem Schreiben erkennen Wir, innigst gerührt und dankbar nicht nur die fortdauernde Königliche Huld und Zuneigung Ihro Aller-Christl. Majestät gegen eine gesammte Eidgenossschaft, sondern in denen zu einer neuen und allgemeinen Bündtnuss mit Dero Cron gethanen gütigsten

Aeusserungen, annoch die grossmüthigen Absichten, die heiligen Bande selbs der Eidgenössischen Freundschaft und Vertraulichkeit (die gewissensten Quellen Unserer Wolfarth und Glückseligkeit) noch enger zusammen zu ziehen.

Durch dise geneigte und günstige Gesinnungen Ihro Aller-Chr. Majestät billich ermuntert, und von Euch, U. G. L. A. E., freund-brüderlich dazu eingeladen, stehen Wir keinen Augenblick an, Uns in wahrer Eidgenössischer Vertraulichkeit gegen Euch, U. G. L. A. E., zu erklären, dass Wir Uns zu solch allgemeinen Verbindungen mit der Cron Frankreich, die zum Vortheil und Heil des werthen Vaterlandes gereichen, und bey denen die Unabhängigkeit und die Würde und Sicherheit des gesammten Eidgenössischen Staats, und dessen besonderer Theilen, ungeschwächt erhalten und verwahrt seyn können, allezeit willig und bereit finden werden.

Voll Vertrauens nun auf die grossen und erhabenen Eigenschaften eines Königs, den ganz Europa schon in seinen ersten Jahren bewundert, und den Wir annoch in's Besondere, als Unsern ältesten und getreusten Bundes-Genossen und Freund, Ehrfurchts-voll verehren, sollen Wir die näheren Anträge, die desswegen an Uns gelangen können, freudig erwarten.

Insonderheit aber versichern Wir Euch, U. G. L. A. E., dass Uns bey diesem, für das werthe Vaterland so wichtigen Gegenstand, gleich wie in allen andern Vorfällen, nichts so sehr wird angelegen sein, als Euch, U. G. L. A. E., von Unsern Eid- und Bundts-gemässen Gesinnungen, von Unserer aufrichtigen Freundschaft, und wahr brüderlichen Liebe, vollkommen zu überzeugen, und die von Unsern allseitigen Lobl. Vorfahren eingeführte Einigkeit, immer mehr und mehr zu befestigen.

Schliesslichen thun Wir Euch, U. G. L. A. E., annoch berichten, dass diese Unsere, an Euch gestellte Antwort, Wir Ihro Aller-Chr. Majestät Minister der auswärtigen Geschäften, Herrn Grafen von Vergennes Excellenz abschriftlich communiciert, wormit u. s. w. u. s. w.

Auf den Vorschlag von Zürich nahmen die übrigen reformirten Stände diese zwei Bern'schen Entwürfe an: erlassen den 17. Januar 1776.

Der Minister des Auswärtigen, Graf Vergennes, antwortet den 28. Januar 1776, Versailles, verbindlich.

Beschluss, Zürich, Montags 12. Februar 1776, coram Ducentis, dass den Löbl. Evangelischen Orten anheim gestellt werde, bei gegenwärtiger Lage der Sachen in dem Französischen Bundesgeschäft für einmahl nichts weiter zu thun, sondern lediger Dingen zu erwarten, was hierin ferners erfolgen möchte: Diesem stimmt Bern bei, 21. Febr. 1776; ebenso die andern Evangelischen Stände und Zugewandten.

Schreiben des Ministers, Grafen von Vergennes, sammt einem Bundesentwurf, Versailles, 3. April 1776; Begleitschreiben seines Bruders, des Präsidenten de Vergennes, Versailles, 4. April 1776, und Adressschreiben des Gesandtschaft-Sekretärs Picamilh, Solothurn, 12. April 1776.

Beschluss, Zürich, Montags den 22. April 1776, dass eine gemeine Evangelische Eidgenössische Conferenz auf Sonntag, den 19. Mai 1776, zu Arau an der Herberg mit doppelter Gesandtschaft zu erscheinen, ausgeschrieben werde. (Die zweite evangelische Conferenz in diesem Geschäfte.)

Die katholischen Stände theilen dem Vororte Zürich das Antwortschreiben von Ludwig XVI.

d. d. Versailles, 3. April 1776, nebst der Abschrift des Bundes-Projektes mit, welches sie schon direkt von dem Minister erhalten haben: Das Schreiben an die Katholischen Stände gaben Wir Seite 11.

Genf, Neuenburg und der Bischof von Basel wollen auch in den Bund aufgenommen werden: allein der Prälat hielt sich mehr an Kaiser und Reich, hatte den katholischen Ständen auch schon die (Französische) Werbung auf seinem Gebiet untersagt: Genf war als demokratisch nicht beliebt; jedoch die Hauptsache war, dass diese Stadt viel weniger von Frankreich sich erwerben liess, wenn sie die Stellung eines Verbündeten, als eines blossen Schützlings von Frankreich inne hatte; Neuenburg, als von den Hohenzollern regiert, sollte nach dem Gesichtspunkt der Französischen Politik vor Allem aus diesem Nexus herausgenommen werden; wie ja auch die Majestät in Preussen nur durch die Anti-Französische Politik von Bern und Zürich das Fürstenthum erworben hatte.

VI.

Ihro Königl. Majestät in Preussen an Lobl. Stand Bern wegen Aufnemmung des Fürstenthums Neufchâtel und Vallangin in den Französischen Bund.

d. d. 4. Mai 1776.

Von Gottes Gnaden, Friederich, König von Preussen, Mark-Graf zu Brandenburg u. s. w. — Unsern günstigen Gruss und wohlgeneigten Willen zuvor.

Wohlgebohrne und Wohlmögende, besonders Liebe und Gute Freunde, auch wegen des Fürstenthums Neufchâtel Verbündete und ewig Verburgerte.

Es ist Uns von Unserm Neufchatelischen Staatsrath die zuverlässige Nachricht zugekommen, dass von der Crone Frankreich durch ihren, zu Solothurn subsistirenden Gesandten, vor Kurzem, Vorschläge zu Erneuerung der, zwischen diesem Hofe und der Lobl. Schweizerischen Eidgenossenschaft, obhandenen alten Bündnissen geschehen, und dass die Unterhandlungen darüber, mit nächstem ihren Anfang nehmen würden. Wir sind daher von gedachtem Staatsrath unterthänigst ersucht worden, Uns dahin zu verwenden, dass Unser Fürstenthum Neufchâtel und Vallengin, wie solches schon ehedem und in's Besondere in der Alliance vom Jahre 1444 und in den neueren Zeiten in dem IX. und XII. Artikul der, zwischen Unserm Kön. Hause und der Crone Frankreich a. 1713 zu Utrecht geschlossenen Friedens-Tractate geschehen, als ein zu der Schweiz gehöriges Land, in der zu erneuernden allgemeinen Bündnuss zwischen Frankreich und samtlichen Lobl. Schweizer-Cantons ausdrücklich und nahmentlich eingeschlossen werden möge. Es wäre Uns angenehm, wenn die, von Unseren getreuen Neuenburgischen Unterthanen, dieserhalb gegen Uns geäusserten Wünsche befriediget, und dieses Land, nach Massgabe der ob-erwehnten älteren und neueren Tractaten, in die zu erneuernde Allianz mit eingeschlossen werden könnte. Wir haben daher auch keinen Anstand nehmen wollen, die Herrn hierdurch freundnachbarlich zu ersuchen, im Fall die

Unterhandlungen über dieses Geschäft wirklich vorgenommen werden und ihren Fortgang haben sollten, sodenn durch Dero vielvermögenden Einfluss in die Angelegenheiten der Lobl. Eidgenossschaft, es bei Dero Mitständen, und wo es sonst nöthig ist, auch bei der Crone Frankreich, dahin beliebig einzuleiten, dass die Einschliessung des Fürstenthums Neufchâtel und Vallangin, als eines Mitgliedes der Schweiz ausdrucklich und nahmentlich geschehe, und solcher gemäss, dessen Unterthanen und Einwohner, eben diejenigen Privilegien und Rechte, wie die Schweizer in Frankreich, nach wie vor geniessen mögen. Wir sind von der Herren Willfährigkeit in diesem Stück zum Voraus um so mehr versichert, da Wir nicht allein das Vergnügen haben, mit Dero loblichem Stand wegen Unsers gedachten Fürstenthums in einer genauen Mit-Burgerschaft und freundnachbarlichem Vernemmen zu stehen, sondern auch Ihnen sowohl als samtlichen Lobl. Schweizer-Cantons sehr daran gelegen, dass der Ruhe-Stand und die Sicherheit von Neufchâtel, indeme dieses Land, als eine Vormauer von der Schweiz, jederzeit angesehen worden, bestmöglichst festgestellt werde; Und Wir versichern dagegen, dass Uns dieses Merkmahl Dero Aufmerksamkeit zum besondern Gefallen gereichen, und Uns anreizen werde, denenselben bei aller Gelegenheit Proben Unserer aufrichtigen Zuneigung und Wohlgewogenheit zu geben, mit welcher Wir Ihnen jederzeit wohl beygethan verbleiben.

Berlin, 4. Mai 1776.

Derer Herrn

Guter Freund, auch wegen des Fürstenthums Neufchâtel
Verbündeter und Ewig verburgerter

Friederich.

Finkenstein. Herzberg.

Au dos:

An den Canton Bern.

Im Begleitschreiben von Schultheiss und Rath der Stadt Bern (27. Mai 1776) zu dem Schreiben von Friedrich dem Grossen wird dieses »ein sehr verbindliches nachtruksames Vorstellungsschreiben« genannt: Bern schreibt dem Vorort Zürich, es sei willig, Genf und Neufchâtel in den Bund aufzunehmen. Das Schreiben von Genf ward sofort an die Conferenz gesandt, darum lassen wir es inmitten der Berichte über dieselbe weiter unten erscheinen.

VII.

Zweite Evangelische Conferenz.

Nahmen der Gesandten an der evangelischen Conferenz in Arau, 20. Mai 1776. — Zürich: Hans Conrad Heidegger, Burgermeister; Heinrich Escher von Kefikon, Stadthalter.

Bern: David Salomon von Wattenwyl, Herr zu Belp, Seckelmeister Deutscher Landen; Niclaus Friederich Steiger, des Raths. Glarus: Caspar Schindler, Landammann; General Bartholomäus Martin, Alt Landammann. Basel: Johannes De Bary, Burgermeister; Friederich Münch, Dreyerherr. Schafhausen: Franz Anselm von Meyenburg, Burgermeister; Johann Heinrich Keller, Statthalter. Appenzell A. Rh.: Laurenz Wetter, Landammann; Hans Jakob Zuberbühler, Lands-Haubtmann. St. Gallen: Daniel Högger, Burgermeister; Julius Hieronymus Zollikofer, von Altenklingen, Seckelmeister. Müllhausen: Josua Hofer, Stadtschreiber. Biel: David Walker, Burgermeister.

Erstes Berichtschreiben
von Herrn Raths-Substitut Hirzel von der Arauischen Conferenz, d. d. 22. Mai 1776.

— — — Montag Morgens (20. Mai 1776) um acht Uhr wurde die erste Session gehalten. — Dem ablegenden Eidgenössischen Grusse wohnte eine unzehlbare Menge Zuhörer bei.

Dann wurde zur Arbeit geschritten, und die Erdaurung des siebenten Projekt-Artikuls, de la perpétuité et permanence de l'alliance proposée, auf das Tapet geleget. Dieser Gegenstand hatte bei den meisten Instruktionen den Rang und das Präsidium. Man wiedmete selbigem mehr denn drey Stunden.

Glarus, Appenzell, Biel halten mit **Zürich** die ewige Dauer der neuen Bündnuss bedenklich und wünschen einen den ehevorigen Bünden ähnlichen Termin, z. Ex. auf Leben des Königs u. s. w.

Bern glaubt nach den jetzigen Umständen sich auf die vorgeschlagene Perpetuitet richten zu können. Die Eidgenossen haben sich mit Frankreich und mit Oesterreich schon längstens in ewige Verbindungen eingelassen; Zeugen davon sind der Ewige Friede, die Erbverein (sic).

Der Stand Bern hat einen ewigen Unions-Tractat mit den Staaten in Holland. — Jede Erneuerung oder Abänderung mit Frankreich habender Bünden macht jedes Mahl in der Eidgenossenschaft Aufsehn und Gährung, welches die Negotiation behindert, und wozu noch die Unmöglichkeit berechnet werden muss, dergleichen wichtige Angelegenheiten mit heiliger Verschwiegenheit und erforderlichem Geheimniss zu behandeln.

Basel: Wenn die Perpetuitæt sollte die Klippe seyn, an welcher die Negotiation zu scheitern Gefahr lauffen würde, so wird der Stand Basel eher mit offenen Armen die Ewigkeit umfassen, oder sich von ihr verschlingen lassen.

Schaffhausen giebt der Perpétuité den Vorzug; bei allen neuen Unterhandlungen hat der Grössere und Mächtigere die Uebermacht des Geheimnisses, der Geschwindigkeit und der Auslegung.

St. Gallen und Mühlhausen wollen sich zu Allem Einmüthigen verstehen.

Wegen dieser Verschiedenheiten »beschlosse man also einmüthig, die Berathung dieser Perpétuité oder Non-Perpétuité für eine Weile ruhen zu lassen».

Zweites Berichtschreiben
eben desselben, Arau, 24. Mai 1776.

Gestern hat eine Commission angefangen, sich mit Abfassung eines Gegenprojekts ohne (mit) Rücksicht auf die Instruktions-Bemerkungen zu beschäftigen.

Eine zweite Commission wird die Massregeln wegen den Privilegien berathen.

Hieraus sehen Sie vor, dass unser Aufenthalt in hier wol bis Ende künftiger Woche sich verschieben wird. Vôtre très humble et très obéissant serviteur

Hirzel.

Vom gleichen Tage (24. Mai 1776) ist das Schreiben der Stadt Genf, welche den Beitritt zu dem Französ. Bündniss zu erhalten sucht.

Magnifiques, Puissans, et très honorés Seigneurs, Bons Voisins, Singuliers Amis, très chers Alliés et Confédérés!

Dans ce moment intéressant, où tous les Etats de la Suisse sont occupés du renouvellement d'une alliance générale avec Sa Majesté Très Chrétienne, Nous venons solliciter auprès de Vos Seigneuries un nouvel effet de cette amitié confédérale, dont Elles Nous ont si souvent donné des preuves.

Animés des mêmes sentimens que Nos Pères, rien ne Nous tient plus à cœur, que ce qui tend, à resserrer les liens, qui Nous unissent au Corps Helvétique, et comme il ne sauroit y en avoir de plus honorable pour Nous, que de participer à Son Alliance avec la Couronne de France, Nous croirions manquer à Nôtre Patrie, si Nous ne fesions pas tous Nos efforts, pour lui procurer ce prétieux avantage.

Nous Nous adressons donc à Vos Seigneuries, ainsi qu'à Nos très chers Alliés du Louable Canton de Berne, et Nous Les prions, avec les instances les plus affectueuses, de Nous être favorables dans cette recherche, non seulement en Nous accordant Leurs suffrages, mais encore en Nous aidant de Leurs sages conseils sur les démarches que Nous aurons à faire, et en Nous appuyant de Leur recommandation auprès des Louables Cantons, Leurs Co-Alliés.

Vos Seigneuries se sont occupées de Nos intérêts toutes les fois, qu'il a été question du renouvellement de cette Alliance, et le Louable Corps Evangélique, partageant Leurs sentimens, Nous a donné en 1732 et 1739 l'assurance que, le cas avenant, il s'employeroit avec efficace, à Nous y faire accéder. Nous osons espérer, que ces favorables dispositions subsistent encore, et que, secondées par l'état actuel des circonstances, elles auront le plus heureux succès.

Nous conserverons une reconnoissance éternelle d'un service aussi essentiel, et Nous ne négligerons aucune occasion, de donner à Vos Seigneuries tous les témoignages possibles de Nôtre affection confédérale.

Nous sommes très cordialement,

Magnifiques etc. etc.,

Vos très affectionnés Voisins, Amis et Alliés,
à Vous faire service, les Sindics et Conseil de
GENÈVE.

Le 24 Mai 1776.

Drittes Berichtschreiben
von dem Hrn. Raths-Substituten und Legations-Sekretario Hirzel, Arau, 28. Mai 1776.

— — — Es hat das Ansehen, dass die Geschäfte in hier dem Ende zueilen, und ich habe demzufolge den Auftrag, Sie zu ersuchen, durch den Läuffer die Sessel-, Kutschen- und Bedienten-Pferde bei dem Karrer zu bestellen, dass sie am Donnstag Morgens von Zürich abreisen, und selbigen Abend in Arau eintreffen, in Hoffnung, dass man am Freytag Nachmittags die Rückreise antreten könne — — —

Heute wird der von der Commission berathene Gegen-Projekt erdauret, welcher so viel möglich die verschiedenen Bemerkungen vereinigt, wenigstens den gefundenen Zweideutigkeiten steuret. Nachmittags versammelt sich die Commission zu Ueberlegung des Privilegien-Artikels. Diese Materie muss gutächtlich entworfen werden, und dürfte in der ganzen Session einen völligen Morgen verschleissen.

Die Schreiben an die Loblichen Katholischen Orte, an den König, an die beyden Herren von Vergennes sind in gemeiner Session berathen worden, ligen aber erst noch der Ausarbeitung ausgesetzt. Sie werden alle in allgemeinen Ausdrücken abgefasst. Nicht ein einziges Votum ware der Instruktion*) Meiner gnädigen Herren entsprechend und günstig. Alle übrigen H. H. Ehrengesandten, mit und ohne Instruktion, fanden dem Geschäft angemessen, mit den Lobl. Katholischen Orten auf der Frauenfelder-Tagsatzung Zeit und Ort zu einer gemeineidgenössischen Zusammenkunft zu verabreden, auch von diesem Entschluss an den Hof Nachricht zu geben. Präliminarien einseitig zu unterhandeln, erachtete man ganz wiedrig. — Es würde den Minister in Verlegenheit setzen, und bey den Catholischen Ständen Misstrauen erwecken, so vertraut man ihnen auch diesen Schritt participieren wollte.

Viertes Berichtschreiben
ebendesselben, Arau, 29. Mai 1776.

— — — Die Schreiben sind abgefasst, und von der Session in's Reine gebracht, werden auch den Herren Gesandten von hier aus mitgegeben werden, um gerade bey ihrer Rückkunft die Genehmigung derselben in den Lobl. Ständen auf das Tapet zu legen, und deren fürdersame Consensberichte an Zürich zu erzielen; indem den Lobl. Catholischen Orten angetragen wird, ihre nach Frauenfeld abordnende Gesandtschaften zu instruiren wegen zu verabredender Zeit und Ort zu einer ausserord. gemeineidgenössischen Zusammenkunft. — Morgens folgt die Berathung des Privilegien-Gutachtens, die endliche Bestimmung der letsten Abscheids-Artiklen und die Modification des Aubaine- und Salz-Punkts.

*) Die Instruktion Zürichs darüber, Montags, den 13. Mai 1776, Coram Ducentis, lautet: »Es ist für einmahl nicht thunlich, sich schon dermalen mit den Lobl. Catholischen Ständen tief in diese Materie einzulassen, — — — sondern man solle den L. C. Ständen in freundeidgenössischer Vertraulichkeit schreiben — — — dass man sich evangelischer Seits über die nähere Bestimmung des Inhalts des eint und andern Artikels mit dem Französischen Hofe in Unterhandlung einlassen müsse, und zufolg dessen, man sich an Seine Höchste und Hohe Behörden zu wenden, für nöthig erachtet habe, mit dem fehrneren Beyfügen, dass, sobald man die verlangte nöthige Erläuterung werde erhalten haben, man willig und bereit sey, mit Ihnen über diese wichtige Angelegenheit eine gemeineidgenössische und vertrauliche Conferenz zu halten.« —

Auszüge
aus dem Abschied von der zu Arau, 20. Mai 1776, gehaltenen Evangelischen Conferenz.

a. Ueber Artikel 7 des Bundes, die Dauer des Bundes anlangend, spricht der Stand **Zürich**: Die ewige Dauer verursacht billiges Bedenken, indem es der Natur und den ehevorigen Beispielen solcher Tractaten entgegen, auch der Unabhängigkeit des eidgenössischen Freistaates zu nahe geht. sich mit einem mächtigern Staat für ein und alle Mal in ewige, die ganze Nachkommenschaft bindende Verpflichtungen einzulassen, und somit von der klugen Maxime der Eidgenössischen Altvordern abzutreten, nach welcher stets die Verflechtung der Schweiz in die Europäischen Angelegenheiten ausgewichen worden, so dass bei Zürich trotz des vollkommensten Vertrauens für die erhabenen und grossmüthigen Gesinnungen seiner jetzt regierenden Königlichen Majestät und des dermahligen Französischen Ministerii, die Befindtnuss obwaltet, dass es für die Sicherheit, Ansehn und Unabhängigkeit der L. Eidgenossenschaft besser gesorgt sei, der Dauer dieses allgemeinen Bundes einen Termin zu setzen.

Ebenso Glarus, Appenzell A. Rh. und Stadt Biel, welche die Dauer des Bundes auf das Leben des Königs und einige Jahre hernach zu bestimmen belieben würden.

Bern: Die Krone Erankreich muss in verschiedenen Absichten als der Eidgenossenschaft natürlicher und beständiger Freund betrachtet werden, ihr eigenes Interesse scheint die Erhaltung, Freyheit und Independenz zu begünstigen, was die in dem gegenwärtigen Projekt angebothene ganze Macht und Garantie gegen alle äussern Staaten annoch in's Besondere anzeiget, und zugleich dieses Bündniss von allen vorhergehenden wesentlich unterscheidet.

In Erwägung der Ungewissheit künftiger Zeiten, Umständen und Gesinnungen, in welche die allfälligen Erneuerungen eingezielter Bündnissen fallen können, und in Betracht der Gefährlichkeiten, welchen die Unterhandlungen mit grossen Fürsten ausgesetzt sind, und die hier noch grösser und unausweichlicher seyn müssen, da die einte kontrahirende Parthey aus vielen von einander ganz unabhängigen Staaten besteht; — glaubt Bern, dass man, woferne man eine vortheilhafte, der Ehre, der Sicherheit und der Unabhängigkeit des allgemeinen Vaterlandes angemessene Bündniss erhalten könnte, wegen diesem Punkte die Negotiation nicht abbrechen sollte, zumahl in der Geschichte unsers Vaterlandes mehrere ewige Verkommnisse sich finden, z. B. die Erbvereinigung mit Oestreich, der ewige Frieden mit Frankreich, welche nicht ohne Nutzen für die gesammte L. Eidgenossenschaft bis anjetzt aufrecht geblieben sind.

In derselben Neigung für eine ewige Bündnuss stehen Basel und Schaffhausen, Stadt St. Gallen und Müllhausen.

b. Theilnahme an der Bündnuss. Artikel 2. — Sämmtliche Lobl. Stände erachten, wenn von Mitverbündeten und von verburgerrechteten Städten einige — neben sämmtlichen Eidgen. Ständen und zugewandten Städten — in diese Allianz aufgenommen zu werden verlangen, dieser Zuwachs als die Befestigung der Stärke der Eidgenossenschaft anzusehen ist.

Mühlhausen bittet die übrigen Lobl. Evangelischen Stände, ihm behülflich zu sein, nach der bisherigen Uebung und vorhandenen Beispielen in der gewohnten Ordnung und Stelle als Mit-Contrahens benamset zu werden (was sämmtliche Gesandte gern in den Abschied aufnehmen).

c. Hauptendzweck der Bündnuss. Artikel 3. — Zürich wünscht: Die kraft dieses Bundes verwilligenden Schweizerischen Hilfs-Truppen sollen nur im Fahl man den König in Seinen dermahlen besitzenden Landen in Europa, und zwar **auf dem festen Land** angreift, lediger Dingen, zu deren Beschützung innert den Grenzen, niemals aber aussert denselben gebraucht werden.

Appenzell A. Rh.: Da man den ewigen Frieden in Kraft sich vorbehalt, so soll die von den Eidgenossen versprechende Hülfe allein auf die Besitzungen König Francisci I., oder endlich auf die dermahlige en terre ferme gehen.

d. Hilfsverpflichtung des Königs. Artikel 4. — Zürich verlangt, dass in klaren Ausdrücken gesagt werde, es sei die Hilfsleistung des Königs nur auf den Fall gemeint, wenn die Eidgenossenschaft von einer auswärtigen Macht überfallen wird*).

e. Hilfsverpflichtung der Eidgenossen. Artikel 5. — Zürich und Bern verlangen, dass das Recrutieren zu Capitulations-mässiger Ergänzung und Verstärkung der in andern fremden Diensten wirklich stehenden Schweizer-Regimentern und Compagnieen nicht als eine nouvelle levée angesehen oder erklärt werden möge (also Statt finden dürfe, auch nachdem der König das Verlangen nach der Hülfsmannschaft ausgesprochen habe).

Glarus erachtet nicht unthunlich, Frankreich den Vorzug einzuräumen, insofern es um Errichtung neuer Regimenter und neuer Compagnieen in anderwertige Kriegsdienste zu thun ist u. s. w.

Glarus, Basel und Schaffhausen wollen die Nichtverpflichtung zu den Hülfstruppen auch auf den Fall vorschwebender naher Gefahr eines Angriffs auf die Schweiz ausdehnen.

Bern erachtet nothwendig an dieser Stelle den klaren Vorbehalt beyzufügen, dass diese Hülfstruppen alsobald nach geendigtem Krieg wiederum zurückkehren sollen.

f. Verweigerung des Aufenthaltes und Durchpasses der Feinde des andern Verbündeten. — Die Worte »pour y pratiquer des intrigues dangereuses, et y troubler la paix,« welche in den vorhergehenden Bünden nicht enthalten sind, und die sich auf einzelne Personen beziehen, wünschen Zürich und Bern wegzulassen: dieser Artikel sollte nur auf offenbare und bewehrte Feinde Bezug nehmen. Zürich findet auch das Versprechen, diese Feinde mit bewaffneter Hand abzutreiben, allzustark und verbindlicher, als keiner der älteren Bünde ausweist: es ist durch einen schicklichern Ausdruck Vorsorge zu thun, dass die von der Eidgenossschaft stets klug beobachtete Neutralität auf keine Weise verletzt werde.

Glarus will diesen Artikel so bestimmt wissen: »Die Eidgenossschaft erklärt: eine genaue Neutralität für alle feindliche Mächte Frankreich's beobachten, jedes Mahl die Grenzen beschirmen und so viel möglich den Durchpass der Feinden mit bewaffneter Hand abtreiben zu wollen.«

g. Versprechen von dieser Bündnuss nicht abzustehen und Vorbehalt der Verbindung mit anderen Mächten. — Zürich und Bern erachten, dass das Versprechen reciprocierlich sein müsse: Beide Theile erklären, weder dermahlen in Verbindung mit andern Mächten zu stehen, noch dergleichen künftig einzugehen, die der genauen Erfüllung dieses Bundes

*) Diese Forderung von Zürich bezieht sich auf die Hülfeleistung des Königs von Frankreich auch bei inneren Kriegen der Eidgenossenschaft, laut dem Bund von 1715, Artikel 4.

nachtheilig sein möchten: auch verlangen die übrigen Stände, dass ältere Bünde, wie der Erbverein mit Oestreich vorbehalten werden.

h. Auslieferung der Verbrecher und Zurückstellung des Raubs. Artikel 14. §. 1. Basel und Schaffhausen wollen den Sinn der Benennung »criminels d'Etat« festsetzen, und dass unter den »délits publics et majeurs« die Deserteurs nicht zu verstehen seien.

§. 2. Artikel 14. Vorbehalt dieser Bündnuss in den habenden und künftig machenden Verträgen mit andern Mächten. — Nach dem Befinden von Zürich ist das in diesem Artikel angeregte einseitige Versprechen der Eidgenossenschaft reciprocierlich auszudrücken.

§. 3. Artikel 14. Bundeshülfe gegen die Vorbehaltenen. — Um nur die gegenwärtig von der Crone Frankreich durch Friedensschlüsse zugesicherten, gegenwärtig besessenen Länder beschützen zu sollen, und damit aus der Defensiv-Allianz keine Offensiv-Allianz herauskomme, wollen Zürich und Bern die Worte »a droit, tiendra, possédera« ganz weglassen.

Note 1. — Privilegia der Eidgenossen. — Alle Stände gehen darin einig, dass die beiden von Frankreich gemachten Vorschläge das Gegentheil von Privilegien seien.

Schaffhausen meint, dass die Eidgenossen aus der Vindication der rechtmässig erworbenen Freiheiten und Rechte der in Frankreich wohnenden Schweizer ein wesentliches Geschäft machen und an den Französischen Hof hierüber Vorstellungen gelangen lassen sollten, — allermassen in Kraft der begründeten Vorstellungen der commercierenden Orten, aus welchen dermahlen in Frankreich etablirte Häuser sich befinden, es ebensowohl um die seit kurzer Zeit auf dieselbige in Frankreich gelegte Capitations-Beschwerd, als um die daher zu besorgen stehende Unterwerfung der Zöllen von der Wareneinfuhr, der Einquartierung und der Wachten, auch um den Verlust mehrerer anderer, durch den ewigen Frieden — feierliche Verträge, lettres patentes — der Schweizerischen Nation um bekannt geleisteter treuer Diensten willen, geeigneten und bestätigten Privilegia und Exemtionen zu thun ist. Appenzell und St. Gallen verlangen, dass wenigstens die Beibehaltung der noch subsistirenden Freiheiten und die Abschaffung der Capitation, als einer der Ehre und Qualität eines freien Eidgenossen widrigen Abgabe, durch Vorstellungen bei der Französischen Ambassade betrieben, und zwar nicht nur durch Beibriefe, sondern in dem Bundes-Instrumente selbst, gleichwie bei den älteren Bundeshandlungen versichert werden.

Zürich giebt zu bedenken, ob die Eidgenossenschaft mit der Crone Frankreich nicht einen Commercientraktat abschliessen sollte, mittelst dessen die Personal-Freiheiten der in Frankreich wohnenden Schweizer, welche ihnen einst gegeben, nunmehr entrissen wurden, in reale verwandelt werden, und der diessfällige Vortheil allgemeiner und auf die ganze Nation ausgedehnt werden könnte.

Note 2. Droit d'aubaine. — Alle Stände halten sich an den 1772 mit der Crone Frankreich geschlossenen Vertrag; doch glaubt Bern, es wäre in diesem Vertrag zu erläutern, es sollen die Schweizer mit und neben den Franzosen, zu den in Frankreich eröffneten Successionen, ohne Unterscheid der Nation und ohne Rücksicht auf die Religion, zu concurriren die Fähigkeit haben.

Basel verlangt, dass drei Anstände, welche sich seit Schliessung des Vertrags von 1772

ergeben haben, deutlich an's Licht gesetzt werden: 1) Dass den Erben eines seiner Angehörigen, welcher in einer Französischen Colonie starb, die Beziehung der Verlassenschaft versagt ward, unter dem Vorwand, dass die Eidgenössischen Stände keine Colonieen haben, 2) dass in dem Elsass seinen Bürgern von ihren verkauften Gütern im Wegzug des Erlöseten das droit d'émigration, so bisher unerhört gewesen, genommen ward, und dass 3) von einigen Ständen Schwierigkeiten gemacht werden, den Französischen Unterthanen die Abzugsfreiheiten von Erbschaften aus den Gemeinen Herrschaften angedeihen zu lassen.

Note 3. Salzkauf. — Zürich verlangt, nachdem alle Stände freien Ankauf und freie Ausfuhr des Französischen Salzes hier ausgesprochen haben wollten, dass dabei auch nicht der mindeste Schein bleibe, als ob man einiche Gnade, oder Pensionen-Salz zu erhalten gesinnet sei.

Die mehreren Stände halten es hier für den schicklichen Ort den freien Kauf des Getreides und anderer Lebensnothwendigkeiten in Frankreich, wenigstens insoweit die Umstände des Königreiches es gestatten, ferner die freie Ausfuhr derselben und den ungehinderten Durchpass für die an fremden Orten gekauften Früchte zu verlangen.

Basel ist es angelegen, sich bei dieser Gelegenheit seiner Staats- und Partikular-Einkünften, Liegenschaften und Rechten in dem Elsass, der zollfreien Einziehung derselben — durch feierliche königliche Bestätigung des diessfälligen Patentes von Calais de 1658 zu versichern.

Note 4. — Bern macht den Anzug, alle Beibriefe, welche die reformirten Stände im Bunde von 1663 mit der Krone von Frankreich errichteten, zu durchgehen, um die dem evangelischen Wesen vortheilhaften Stipulationen, welche sich in denselben vorfinden, zu erneuern. Da der übrigen Orte Gesandtschaften einstimmen, so verlangt Glarus bei dem zweiten Beibriefe, die Stände möchten in Ueberlegung nehmen, was wegen der ehevorigen verfallenen und der zukünftigen zu verlangenden Bundes- und Friedens-Gelder zu beschliessen sei, »wie denn gedacht Loblichen Standes Glarus, auch Loblichen Standes Appenzell A. Rh. Herren Ehrengesandte Sich beyläuffig vernemmen lassen, dass, wenn dise immerhin bezogene Bundes-Frucht unter einem reputierlichen Titul erhältlich wäre, wie es auch in der Negotiation der Dreissiger Jahren das Absehen ware,*) Ihrer Orten man hiefür auch diessmalen inclinierete. — Desgleichen verdeutete der H. Ehrengesandter von Biel, dass, im Fall andere Evangelische Lobliche Orte Bunds-Geldter von Frankreich erhalten würden, Seine Lobl. Stadt daran auch Theil zu nemmen, gesinnet wäre.«

Der letzte Abschnitt des zweiten Beibriefs begreift die Bestätigung des Solothurner-Traktats von 1579 wegen Beschützung der Stadt Genf und des Pays de Vaud. Bern fordert, dass diess in einem Beibrief bestätiget werde, wie auch der freie Zu- und Abzug von Hülfstruppen zu der Stadt Müllhausen. Der Herr Ehren-Gesandter von Müllhausen hat den durch diesen sorgfältigen Vorschlag von Seiten Loblichen Standes Bern seiner Lobl. Stadt beweisenden Favor Nahmens derselben geziemend verdanket.

Addendum. — Bern hält es für einen Gegenstand, welcher der Vorsorge der ganzen Eidgenossenschaft werth sei, nähmlich zu trachten, dass nahe an der Schweizergrenze keine

*) Die reformirten Orte legten 1739 dem Französ. Grossbotschafter de Courteille den Entwurf eines Bundes und eine Aufzählung ihrer Beschwerden gegen Frankreich vor.

Festungen angelegt werden: die andern Gesandten wollten diesen eidgenössischen Vorschlag mit demjenigen »wegen dem freien Hülfs-Zu- und Abzug auf Genf« verbinden, dass dieser durch keine Festungs-Werken auf den Grenzen behindert noch beschwerlich gemacht werde: der Vorschlag wird allgemein ad referendum genommen. — Der Antrag von Bern ging mit Recht auf Weiteres, und nicht nur darauf, dass die Verbindungen zwischen Genf und der Eidgenossenschaft durch Festungswerke nicht gehemmt werden, was gewiss den andern Ständen nicht verborgen bleiben konnte.

Note 5. — Die Conferenz beauftragte die zweiten Gesandten von Zürich, Bern, Basel und Glarus ein Gegenprojekt gegen den Französischen Bundesentwurf aufzusetzen, in welchem die wesentlichsten Desideria der Stände aufgenommen, die zweideutigen Stellen des Französischen Textes aber erläutert würden: Der Gegenentwurf (unter A. beigegeben) würde als Instruktions-Entwurf für die evangelischen Stände auf die des Bundesgeschäftes halber abzuhaltende erste gemeineidgenössische Tagleistung dienen. In Beziehung auf die Dauer nahmen die mehreren Gesandten als Endziel des Bundes die Lebenszeit des Königs und 10 Jahre hernach an, was Bern ad referendum nimmt.

Ueber die Privilegien gaben die H. H. zweiten Gesandten in Verbindung mit denjenigen von Schaffhausen, Appenzell A. Rh. und St. Gallen Gutachten bei.

Note 7. — Wie wir oben (aus dem Privatschreiben des Gesandtschafts-Sekretärs Hirzel) S. 20 meldeten, so fand der Vorschlag von Zürich, dass man über den 4. und 7. Artikel*) mit dem Französischen Hofe von evangelischer Seite allein unterhandeln solle, ehe man mit den katholischen Orten sich zu gemeineidgenössischer Verhandlung des Bundesgeschäftes einlasse, einmüthigen Widerstand: die Zürcherischen Gesandten verstanden sich nun dazu, über die Sache ihren Obern zu berichten, und dem Antwortschreiben an die katholischen Stände den Wunsch einzuverleiben, dass das Bundesgeschäft auf einer eidgenössischen Tagsatzung verhandelt werde, wofür sich Zeit und Ort auf dem nächsten Frauenfeldischen Syndikat bestimmen lasse (nebst Abschrift der Antwort der Evangelischen an den Französischen Hof): ferner ein Dankschreiben auszustellen, an den König und die beiden Vergennes und Abschrift an ebendieselben von dem Schreiben an die katholischen Stände.

Der achte Punkt des Abschieds betrifft Zürich und Bern allein, welche dem Bundesgeschäft in Arau eine vertraute Unterredung der beidseitigen Gesandten vorangehen liessen, über die von dem Abt zu St. Gallen in der Landgrafschaft Thurgau angesprochenen Malefizgerichte: Zürich will im Einverständniss mit Bern den Abt wegen seiner ungegründeten Ansprüche im Auge behalten, um gelegentlich den Abt in die Enge zu treiben, und die Gleichgültigkeit der mitregierenden Orte zu heben: dazu sei dann eine unerschrockene und standhafte Entschliessung einmüthig zu fassen, damit durch landesherrlichen Aktus der Herr Abt aus seinem Posess vertrieben werde.

Bern harmonirt mit Zürich, sieht aber vor, dass der Abt weder zur Uebernahme des Ihme auferlegten oneris probandi gebracht werden könne, noch sich dem eidgenössischen Richter unterziehen wolle, unter Vorschützung des Tituls und Qualität eines souveränen Zugewandten: weil die

*) Die Hülfsleistung von Frankreich dürfe sich nur auf fremde feindliche Mächte beziehen; Art. 4. Das Bündniss sei endlich, und auf ein festes Ziel zu setzen Artikel 7.

dermahligen Zeitumstände und auf dem Tapet liegende, weit aussehende Eidgenössische Angelegenheiten nicht gestatten, in diesem puncto rechtlich und mit schärfern Maas-Reguln fürzufahren, so soll ein günstigerer Zeitpunkt zu eifriger Betreibung desselben abgewartet werden. —

Die Gesandten beider Orte schlagen ihren Oberen vor, dass dieselben auf die gewohnte Tagleistung zu Frauenfeld die Instruktion gleichlautend dahin stellen möchten, es sollen die beidseitigen Gesandten einander in den diessfälligen Vorstellungen unterstützen, um wenigstens zu zeigen, dass die beiden Loblichen Stände zu Beseitigung dieses Geschäftes fortrücken, und sich nicht ermüden lassen wollen.

A. Beilage.

Contre-Projet.*)

ARTICLE Ier.

La paix perpétuelle, concluë en l'année 1516 entre le Roy François Ier de glorieuse mémoire, et les Louables Cantons, devant être regardée, comme le fondement prétieux de l'amitié, qui a subsisté si heureusement depuis entre la Couronne de France et la Ligue Helvétique, ainsi que des traités d'alliance qui ont été conclus en différens temps par la dite Couronne, soit avec le Corps Helvétique, soit avec plusieurs Cantons, le dit traité de 1516 sert également de baze à la présente Alliance *générale*, *substituée aux précédentes*, *et censée les avoir abolies*, et ses stipulations seront rappellées dans le présent traité, autant qu'elles seront trouvées conformes à l'état actuel des choses, et aux intentions des Parties Contractantes.

ARTICLE II.

Tous les Cantons, composant le Corps Helvétique, participeront à la présente Alliance, ainsi que ceux d'entre leurs Alliés, que l'on conviendra respectivement, d'inviter à y prendre part, et qui le désireront.

ARTICLE III.

Le Roy et les Cantons Helvétiques, réciproquement animés du désir le plus sincère, de renouveller et de resserrer les liens de l'union, qui a constamment régné entre eux depuis plusieurs siècles, et dont l'expérience leur a démontré la convenance et l'utilité, et voulant faire servir cette union au bien et à l'avantage commun de leurs Etats respectifs, ils contractent par le présent traité une véritable amitié, et une sincère alliance, purement défensive, et s'engagent, à se comporter mutuellement, comme de bons et fidèles Alliés, en avançant de tout leur pouvoir leurs avantages réciproques, et détournant tout ce qui pourrait leur nuire, promettant de s'entreaider de leurs bons offices, et de se réunir pour le repos, la défense et la conservation de leurs Personnes, Royaumes, Etats, Pays, Droits, Honneurs, Seigneuries et Sujets, qu'ils possèdent présentement *sur terre ferme* en Europe, en se donnant à cet effet les secours, qui seront déterminés par le présent traité.

---

*) Die mit Cursiv-Schrift gedruckten Stellen enthalten die Veränderungen, welche von der zweiten Aarauer-Conferenz zu dem Französischen Projekte vorgeschlagen wurden.

ARTICLE IV.

En conséquence de l'union, stipulée par l'article précédent, et le Roy ayant le désir le plus sincère, que le Corps Helvétique conserve son état actuel de souveraineté absoluë et de parfaite indépendance, comme de concourir constamment, à empêcher qu'il ne soit porté aucune atteinte à la liberté et à la sûreté du Corps Helvétique en général, et de tous les Etats qui le composent en particulier, Sa Majesté promet et s'engage, de faire ses efforts, pour prévenir et détourner par ses bons offices les entreprises, que *des Puissances* étrangères pourraient faire contre le Corps Helvétique, et qu'au cas que le dit Corps ou quelques-uns des Etats et Républiques, qui le composent, **en** fussent attaqués, Sa Majesté les aidera de ses forces, et les défendra à ses frais contre toute aggression hostile de leur part, selon que la nécessité le demandera, néanmoins dans le cas seulement, où Sa Majesté en sera requise.

ARTICLE V.

Réciproquement, et au cas que les Etats du Roy en Europe fussent envahis ou attaqués, et que Sa Majesté jugeât, avoir besoin pour sa défense d'un plus grand nombre de Trouppes Suisses qu'elle n'en aura alors à sa solde régulière, et que celui qui a été déterminé par les diverses Capitulations, actuellement subsistantes, les Louables Cantons promettent et s'engagent, de se prêter à ces circonstances, et de permettre de nouvelles levées *volontaires* dans leurs Etats à la première réquisition qui leur en sera faite par Sa Majesté, *le cas toutefois réservé où le Corps Helvétique seroit lui-même en guerre, ou dans un péril imminent de l'être.*

Cette augmentation de Trouppes Suisses, qui servent en France, ne pourra excéder de plus de six mille hommes la totalité de celles, qui seraient dans ce moment à la solde de la Couronne, Sa Majesté laissant aux Louables Cantons le soin, de déterminer entre eux la proportion, que chacun aura à fournir dans la susdite augmentation, *et ces trouppes extraordinaires seront renvoyées et congédiées sans le moindre empêchement, la guerre finie.*

ARTICLE VI.

Le Roy et les Louables Cantons regardent, comme une suite et un effet nécessaire de leur union, l'engagement, qu'ils renouvellent, de ne pas souffrir, que leurs ennemis et adversaires respectifs s'établissent dans leurs pays, terres et seigneuries, et de ne leur accorder aucun passage par leur dit pays, pour aller attaquer ou molester l'autre allié; promettant réciproquement, de s'y opposer à main armée, si la circonstance le requiert, *ainsi qu'il s'est pratiqué jusques ici, les Cantons voulant conserver à cet égard la plus exacte neutralité.*

ARTICLE VII.

Les deux Parties déclarent, qu'elles contractent la présente alliance défensive **pour le terme dont on conviendra mutuellement.**

ARTICLE VIII.

„(Combiné avec le 2 et 3 §. de l'article 14 du projet de la Cour.)

Sa Majesté et les Louables Cantons en général et en particulier s'engagent de la manière la plus expresse, *de ne pas se* désister de la présente alliance, et de ne faire à cet effet, aussi longtems qu'elle subsistera, aucune Capitulation, Traité ou Convention, qui y soit contraire.

Les deux Parties réservent ici les traités antérieurement conclus avec d'autres Puissances, et déclarent en même tems, qu'elles n'en ont aucun qui pourroit empêcher l'entière exécution des engagemens, mutuellement pris, en contractant la présente alliance défensive.

ARTICLE IX.

Si l'une ou l'autre des Parties contractantes entrait en guerre, ou y prenait part avec quelques autres Puissances, en exécution de la présente alliance, Sa Majesté et le Corps Helvétique ne pourront faire la paix avec leurs ennemis à l'insçu de l'autre allié, et sans se comprendre réciproquement dans le traité de pacification ou la trêve, qui pourroit se conclure. Il sera néanmoins laissé à la liberté et au choix des Parties, d'être comprises dans le dit traité de paix ou de trêve, ou de s'en abstenir.

ARTLCIE X.

Le Roy et les Louables Cantons déclarent, que la présente alliance, n'ayant d'autre but que la sûreté et la tranquillité des Etats respectifs, il dépendra du Corps Helvétique en général et de chacun de ses membres en particulier, de conclure avec Sa Majesté au sujet de l'entretien des Régimens Suisses, qui sont actuellement à sa solde, de telles conventions, qui pourront réciproquement convenir, et ces conventions seront l'objet de capitulations militaires, qui seront indépendantes du présent traité; *en sorte qu'on sera libre de part et d'autre, de les continuer ou non, sans que cela ait quelque influence sur l'alliance même; mais on s'engage réciproquement, d'exécuter les capitulations actuellement existantes, soit celles que l'on pourroit faire à l'avenir, suivant leur forme et teneur, comme si elles étaient énoncées dans le présent traité, par lequel les priviléges, ainsi que la justice militaire, sont de nouveau confirmés et corroborés.*

ARTICLE XI.
(ou Art. 12 du projet de la Couronne).

Comme il peut arriver fréquemment, que les sujets de Sa Majesté et ceux du Corps Helvétique contractent des mariages, fassent des acquisitions, ou se lient par des sociétés, obligations ou contracts quelconques, dont il peut résulter des contestations ou des procès, il est convenu que, *sans admettre a cet égard de restrictions ou de privilèges contraires*, toutes les fois que des particuliers des deux Nations auront entre eux quelques affaires litigieuses, qui ne pourront se terminer à l'amiable et sans la voye des tribunaux, le demandeur sera obligé, de poursuivre son action par-devant les juges naturels du défendeur, à moins que les parties plaidantes ne fussent présentes *dans le lieu même du contract*, ou ne fussent convenuës de juges par-devant lesquels elles se seraient engagées, de discuter leurs difficultés, le Roy et le Corps Helvétique s'engageant réciproquement, à faire rendre bonne et briève justice à celui et à ceux des deux Nations, qui réclameront dans ce cas-là le secours de l'autorité, bien entendu néanmoins que ces dispositions seront censées ne concerner que les causes purement personnelles, et que les causes réelles seront portées par-devant le juge territorial, comme aussi que la nature et le caractère de chaque action seront déterminés par les règles établies dans le lieu de la situation des biens.

ARTICLE XII
(ou Article 13 du projet de la Couronne).

Par une suite — — — — — — — comme a été dit ci-dessus.

ARTICLE XIII
(séparé de l'Article 13 du projet de la Couronne).

Un banqueroutier — — — — — — — contre un Suisse.

ARTICLE XIV
(ou Article 11 du projet de la Couronne).

Sa Majesté et le Corps Helvétique s'engagent de ne pas prendre en leur protection les sujets respectifs qui fuïroient pour crimes **constatés**, ou qui seroient bannis de l'une ou l'autre domination pour forfaiture ou délits qualifiés, se promettant au contraire mutuellement, d'apporter tous leurs soins, pour les chasser, comme doivent en user de bons et fidèles amis.

ARTICLE XV
(ou Article 14 du projet de la Couronne).

Pour les mêmes vuës du bien public et d'une convenance commune aux deux Parties, il a été réglé aussi que, si des Criminels d'Etat, des assassins, ou autres personnes reconnuës coupables de délits publics et majeurs, et déclarées telles par leurs souverains respectifs, cherchaient à se réfugier dans les Etats de l'autre Nation, Sa Majesté et les Louables Cantons promettent, de se les remettre de bonne foi et à la première réquisition, et s'il arrivait aussi, que des voleurs se réfugiassent en Suisse ou en France avec des choses volées, on les saisira, pour en procurer de bonne foi la restitution, et si les dits voleurs étoient domestiques, ou voleurs de grans chemins, on livrera à la première réquisition leurs personnes, pour être punies sur les lieux où les vols se seront commis, *à condition toutefois que les frais de procédure, réglés par le juge qui livrera le criminel, lui seront remboursés par celui qui le requiert.*

ARTICLE XVI.

La paix perpétuelle de 1516 est réservée, confirmée et de nouveau ratifiée de la manière la plus expresse par les Parties Contractantes, comme devant subsister toujours indépendamment de la présente alliance.

ARTICLE XVII
(ou §. 4 de l'Article 14 du projet de la Couronne).

Si par la suite des tems on reconnaissait, que quelques articles du présent Traité demandent quelque éclaircissement, il est expressément convenu que, pour prévenir toute interprétation arbitraire, on se concertera amiablement à cet égard, et on ne fixera le sens des dits articles que d'un commun accord des Parties contractantes, *et au cas que l'on ne peut convenir, il sera procédé suivant la paix perpétuelle.*

VII.

Schultheiss und Räthe der Stadt Bern schickten, 6. Juli 1776, an Zürich ein von Artikel zu Artikel abgefasstes Gutachten über den Gegenentwurf, welcher bei der Conferenz in Arau angenommen worden war; betreffend den vierten Artikel des Gegenprojektes, siehe Seite 20 (wodurch Zürich Hülfeleistung Frankreichs — Intervention — bei allfälligen inneren Streitigkeiten zwischen den eidgenössischen Ständen verhüten wollte), sandte nach drei Tagen der geheime Rath von **Bern** an die Gn. Herren Geheimen Räthe von **Zürich** folgendes Schreiben d. d. 9. Juli 1776.

Unsere u. s. w.

Es haben Unsere gnädigen Herren und Oberen unter reifer Prüfung des letst Arauischen Abschieds und beygeschlossenen Contre-Projects, aus vielen wichtigen Gründen Bedenken getragen, derjenigen Abänderung beyzustimmen, welche vermittelst einer Versetzung der Worten, Puissance étrangère, in dem vierten Artikel des Französischen Bundes-Projektes angerathen wird. — — — Man hat bei Uns durchgehends von dem wahren Sinne dieses vierten Artikels in dem Projekte des Hofes so geurtheilt, dass der ganze Zusammenhang desselben nicht nur die versprochene, thätliche Hilffe, von Seite Frankreichs, mit dem einzigen Fall eines Angriffs der Eidgenossschaft überhaubt, oder einzelner Staaten derselben, von Seite einer fremden Macht, auf's deutlichste verknüpfe; sondern auch dass nach dem natürlichen Begriff der Wortfügung und Verknüpfung dieses ganzen Artikels, die Worte Puissance étrangère, sich auf alle mögliche in diesem Artikel berührte Fähle beziehen müsse. Dass ferners die Stelle, wo von Seite Lobl. Standes Zürich diese Einschaltung verlangt worden, nur von entreprises contre le Corps Helvétique überhaubt redet, folglich den Fahl der Misshelligkeiten in dem Innern der Eidgenossschaft ausschliesset: Also hier kein Missverständniss möglich scheint, und diese Versetzung um so viel überflüssiger wird, als die guten officia der Crone Frankreich, in Anschlägen oder entreprises contre le Corps Helvétique überhaubt, als eine der vornemsten Früchten dieses künftigen Bundes für die Lobl. Eidgenossschaft, in eben dieser Stelle deutlich versprochen sind.

Da ferner Unsere Gn. H. Herren und Obern betrachtet, wie anstössig es scheinen dürfte, bei einem Bundes-Projekt, der den so beschwerlichen Bund von 1715 wieder zernichten, und eben bei dem Artikel, der den gefährlichen fünften Artikel des letst gedachten Bundes*) zerstören soll, ohne genugsamen Anlass, gegen die Absichten Frankreichs oder unserer katholischen Miteidge-

*) (Siehe wiederum S. 22.) Derselbe sagt aus: Wenn die Eidgenossenschaft oder ein Ort oder ein Stand in's Besondere von einer fremden Macht angegriffen oder innerlich beunruhigt würde, so wird im ersten Fall der König nach Nothdurft und Ersuchen mit seiner Macht behülflich sein; im andern Falle aber werden der König oder seine Nachfahren, als der Eidgenossen gemeinsame Freunde und Bundsgenossen, auf Ersuchen des beschwerten und bedrängten Theils, alle gütlichen Mittel anwenden, um die Parteien zu vermögen, dass sie einander gegenseitig Recht halten, und wenn auf solchem Wege der verlangte Effekt nicht völlig erhalten würde, so werden der König oder seine Nachfahren, ohne etwas vorzunehmen, so dieses Bündniss umstossen möchte, die von Gott ihnen gegebene Macht in ihren eigenen Kosten anwenden, um den Beleidiger zu verpflichten, sich wieder den Regeln, welche in den Bündnissen, so die Orte und Verbündeten unter ihnen haben, vorgeschrieben sind, zu unterwerfen. Der König und seine Nachfolger werden sich erklären, Garant zu sein für diejenigen Traktaten, welche zwischen den Lobl. Orten möchten aufgerichtet werden, im Falle Gott zuliesse, dass unter ihnen einige Entzweiung entstünde.

nossen ein Misstrauen zu zeigen, welches verdriessliche Aeusserungen aufwecken, und den unzweifelhaften Wunsch des Hofes erschweren könnte, die Lobl. Cathol. Eidgenossen zu williger Beiseitssetzung des Ihnen in gewisser Absicht angenehmeren, und auf Ewig geschlossenen Bundes von 1715 zu vermögen. So wünschte man angelegentlich von Seite hiesigen Standes, dass die gleichen Gründe und Betrachtungen von Hohem Stand Zürich beliebt werden möchten, damit nicht durch ungleiche Instruktionen auf bevorstehende Allgemeine Tagsatzung die von Uns besorgten Schwierigkeiten veranlaset werden: da Wir insonderheit erwegen, wie sehr die Uebereinstimmung in den Gesinnungen beydseitiger Lobl. Stände zu dem erwünschten glücklichen Ausgang dieses wichtigen Geschäftes beytragen muss. Wormit Wir Euch, U. V. L. A. E, sammt Uns göttlichem Machtschutz bestens empfehlen. — Datum den 9. Juli 1776.

Statthalter und geheime Räthe
der Stadt BERN.

VIII.

Schultheiss und Rath der Stadt Luzern an den eidgenössischen Vorort Zürich, den 19. Heumonath 1776.

Unser u. s. w.

Wir beeifern Uns, durch schleunigste abschriftliche Uebersendung Eurer, U. G. L. A. E., und übriger Lobl. Evangel. Ständen, sammt Zugewandten, schätzbarsten Zuschrift, vom dreyzehnten fliessenden Monats, sammt Beylagen in Ansehung des Bundesgeschäfts mit der Crone Frankreich, Euern und Unsern G. L. A. E. der Lobl. Cathol. Ständen, Herren Abten zu St. Gallen, und Lobl. Republik Wallis, das angenehme Vergnügen und die trostreichen Empfindungen mitzutheilen, die Wir bey Belesung dieses, mit vaterländischer Sorgfalt, brüderlicher Liebe und edelster Denkensart abgefassten Erlasses, allbereits gefühlt haben.

Nach Euerer, U. G. L. A. E., freundgeneigten Einladung und Unserem nachgesetzten geziemenden Antrag, werden dieselbe, sammt Uns, sich angelegen seyn lassen, Ihre Ehren-Gesandtschaften*) auf den 22sten nächstkünftigen Herbstmonaths zu der abzuhaltenden Allgemeinen ausserordentlichen Tagleistung, die Uns einen der glücklichsten Zeitpunkten für Unser gemeinsames theuerstes Vaterland verspricht, mit gedeylichen Verhaltungsbefehlen abzuordnen, u. s. w. (Bern nennt, den 29. Juli 1776, das Luzernische Schreiben »ein in den verbindlichsten Ausdrücken abgefasstes«.)

*) Unterdessen hatte die Eidgenössische allgemeine Tagsatzung (Jahrrechnungs-Tagsatzung) zu Frauenfeld für gut erachtet, durch die Eidgen. Canzlei der Landgrafschaft Thurgau zu Behandlung des Bundesgeschäftes eine gemeineidgenössische Tagsatzung in Baden, auf Sonntag den 22. September 1776, vorzuschlagen; dieselbe heisst auch officiell: Extra-Conferenz. — Abt Beda ertheilt dem Frauenfeldischen Schlusse geziemend die Aeusserung dahin, dass er zu diesem Ende seine Gesandtschaft an erwehnte Mal-Statt Baden auf ersagte Zeit mit gehöriger Instruktion abzuordnen Vorhabens sei; Stift St. Gallen, 30. Juli.

Inhalt.

Umfassend den Zeitraum von dem ersten Schreiben der katholischen Stände an Ludwig XVI., 28. November 1774, bis zur Festsetzung der ausserordentlichen Tagsatzung in Baden, 22. Herbstmonat 1776.

Pag.

Antwortschreiben des Königs von Frankreich über die Erneuerung des Bundes von 1715, an die katholischen Stände, die Republik Wallis und den Abt von St. Gallen; 22. Mai 1775 . . . 1

Schreiben des Französischen Ministers des Auswärtigen, Gravier de Vergennes, an den eidgenössischen Vorort Zürich über die Mittheilung der Antwort der evangelischen Stände an die katholischen, welche der Vorort an den Französischen Hof machte; 28. Januar 1776 3

Schreiben des Ministers des Auswärtigen an den Vorort Zürich, worin er ihm den Empfang eines Schreibens der katholischen Stände (zur Fortsetzung der Unterhandlungen in dem Bundesgeschäft) meldet; 3. April 1776 4

Antwortschreiben des Königs von Frankreich an die katholischen Stände; 3. April 1776 . . . 11

Französischer Entwurf des Bundes 5

Schreiben des Präsidenten de Vergennes, welches das Schreiben seines Bruders, des Ministers, und den Französischen Bundesentwurf begleitet; 4. April 1776 9

Schreiben des Französ. Gesandtschaft-Sekretärs in der Schweiz, Picamilh de Casenave, welches die Schreiben der beiden Vergennes und den Franz. Bundesentwurf begleitet. Anzeige, dass der Präsident von Vergennes bald seine Verrichtungen antreten werde; Solothurn, 12. April 1776 11

Chronologisches vom 28. November 1774 bis 3. December 1775 12

Erste Conferenz der evangelischen Stände und ihrer Zugewandten über das Bundesgeschäft, in Aarau; 4. December 1775 13

Entwurfschreiben von Schultheiss u. Räthen Berns (dem Vorort eingereicht) an den Minister des Auswärtigen und an die katholischen Stände; 20. December 1775 13

Pag.

Diese beiden Schreiben gehen den 17. Januar 1776 vermittelst des Vororts an Vergennes und an Luzern ab 15

Genf, Neuenburg und der Bischof von Basel in Betreff der Aufnahme in den Bund 16

König Friederich II. von Preussen verwendet sich bei Bern um Aufnahme von Neuenburg in den Bund mit Frankreich, 4. Mai 1776 16

Zweite evangelische Conferenz über das Bundesgeschäft, wiederum in Aarau; 20. Mai 1776. Namen der Gesandten 17

Erstes Berichtschreiben des Gesandtschaftschreibers Hirzel aus Aarau, 22. Mai 1776; ebendesselben zweites vom 24. Mai 19

Schreiben der Stadt Genf an den Vorort Zürich und an Bern, um Beförderung ihres Wunsches der Aufnahme in den Bund mit Frankreich; 24. Mai 1776 19

Drittes Berichtschreiben des Gesandtschaftschreibers Hirzel von der (zweiten) Aarauer-Conferenz, 28. Mai 1776, und ebendesselben viertes vom 29. Mai 20

Auszüge aus dem Abschied von der zu Aarau, 20. Mai 1776 bis Ende des Monats gehaltenen evangelischen Conferenz 21

A. Beilage. Der auf dieser zweiten evangelischen Conferenz ausgearbeitete Gegenentwurf (gegen das Französische Bundes-Projekt) 26

Schreiben des geheimen Raths von Bern an den von Zürich, dass im Gegenentwurf der evangel. Stände der Artikel 4 dem Französ. Projekt gleich lauten möge; 9. Juli 1776 30

Schreiben von Luzern an den Vorort Zürich, dass die katholischen Stände die Extra-Conferenz in Baden, 22. Herbstmonat 1776, besuchen werden. Datum 19. Heumonat 31

Berichtigung.

Da der verwickelte Briefwechsel dieser von drei Seiten geführten Unterhandlung für den Leser, auch wenn er aufmerksam den Faden der Erzählung festhält, mehr Erläuterung nöthig macht, als andere geschichtliche Stoffe, so mag er sich auf der fünfzehnten Seite in Zeile 9 von unten zur Verdeutlichung hinzudenken (nach den Worten: Stände und Zugewandten): Darauf treffen die von uns, Seite 4 bis S. 12, mitgetheilten Schreiben aus Versailles und Solothurn in Zürich ein, nämlich: u. s. w.